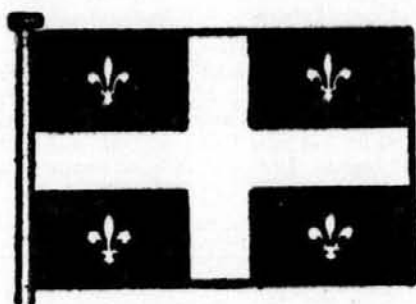




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 SEPTEMBRE 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 7, 1963

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le mercredi à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N.B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-o

Lettres patentes

Adorable Junior Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Harry Herschorn, marchand, 5585, avenue Borden, Stanley Cytrynbaum, 5273, avenue Borden, tous deux de Montréal, et Alexander I. Popliger, 68, avenue Sunnyside, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Adorable Junior Garments Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Letters Patent

Adorable Junior Garments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Harry Herschorn, merchant, 5585 Borden Ave., Stanley Cytrynbaum, 5273 Borden Ave., both of Montreal, and Alexander I. Popliger, 68 Sunnyside Ave., Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Adorable Junior Garments Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 83 est, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2774-63 — 1180/78

Ahuntsic Tile-Ceramics, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Louis Iamónico, 10442, rue Tanguay, Alessandro Petreccia, 2132 (a) est, St. Zotique, et Giuseppe Sabusco, 7338, 9e avenue, tous trois poseurs de tuile, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de blocs de ciment, céramique, tuile, chaux, pierre à chaux, grès, plâtre calciné et autre, pierre artificielle et tous autres produits semblables, sous le nom de « Ahuntsic Tile-Ceramics, Limited », avec un capital total de \$18,000, divisé en 180 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3138-63 — 1180/135

Artistica Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, Maplewood, ce dernier de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de cadres pour images et autres cadres de même nature, peintures à l'huile ainsi que des reproductions, peintures à l'eau et au fusain et croquis, toutes sortes de verre, miroirs et toute substance semblable utilisée dans le commerce, sous le nom de « Artistica Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3082-63 — 1180/98

Association of Jews from Monasterzyska and District

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22e jour de juillet 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Meier Stiglitz, marchand, Blima Stiglitz, ménagère, épouse dudit Meier Stiglitz, tous deux de

The head office of the company will be at 83 Rachel St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2774-63 — 1180/78

Ahuntsic Tile-Ceramics, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis Iamónico, 10442 Tanguay Street, Alessandro Petreccia, 2132 (a) St. Zotique East, and Giuseppe Sabusco, 7338, 9th Avenue, all three tile-setters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in cement blocks, ceramics, tile, lime, limestone, sandstone, calcinated and other plaster, artificial stone and all other similar products, under the name of "Ahuntsic Tile-Ceramics, Limited", with a total capital stock of \$18,000, divided into 180 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3138-63 — 1180/135

Artistica Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Ave., and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood, the latter of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of picture frames and other frames of such nature, oil paintings as well as reproductions, water and charcoal paintings and sketches, all kinds of glass, mirrors and any material of a similar nature used in commerce, under the name of "Artistica Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3082-63 — 1180/98

Association of Jews from Monasterzyska and District

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Meier Stiglitz, merchant, Blima Stiglitz, housewife, wife of the said Meier Stiglitz, both of 4977

4977, avenue Carlton, Michael Kage, 4553 Michel-Bibaud, Samuel Krum, 4790, avenue Bouchette, tous quatre de Montréal, et Azriel Wolfstein, 56, Roxton Crescent, Côte-St-Luc, ces trois derniers marchands, pour les objets suivants:

Grouper les anciens résidents de Monasterzyska et district, Pologne, sous le nom de « Association of Jews from Monasterzyska and District ».

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera 4977, avenue Carlton Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2881-63 — 1181/23

Automatic Mailing & Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963, constituant en corporation: William Patrick Creagh, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, John Lawrence McCrory, 1629, avenue William David, Montréal, Guy Ambrose Miller, 1300, chemin De Carillon, St. Bruno, tous trois commis en loi, et Charles Éric Humphrey, teneur de livres, 7376, avenue Truman, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, graveurs, éditeurs et procurer un service de malle direct pour publications, sous le nom de « Automatic Mailing & Printing Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6, Ronald Drive, Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2994-63 — 1180/117

Avon Furniture & Natural Gas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, Mara Grey and Mary Ravachol, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1255, University, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, accessoires et appareils de chemins de fer, paillasons, tapis, carpettes et machinerie, sous le nom de « Avon Furniture & Natural Gas Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 355, avenue de l'Église, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3057-63 — 1180/137

Carlton Avenue, Michael Kage, 4553 Michel-Bibaud, Samuel Krum, 4790 Bouchette Avenue, all four of Montreal, and Azriel Wolfstein, 56 Roxton Crescent, Côte-St-Luc, the latter three merchants, for the following purposes:

To unite former residents of Monasterzyska and District, Poland, under the name of "Association of Jews from Monasterzyska and District".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 4977 Carlton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2881-63 — 1181/23

Automatic Mailing & Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Creagh, 919 Caledonia Road, Mount Royal, John Lawrence McCrory, 1629 William David Avenue, Montreal, Guy Ambrose Miller, 1300 De Carillon Road, St. Bruno, all three law-clerks, and Charles Eric Humphrey, book-keeper, 7376 Truman Avenue, of Verdun, for the following purposes:

To carry business as printers, engravers, publishers and to provide a direct mail advertising service, under the name of "Automatic Mailing & Printing Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will at 6 Ronald Drive, Montreal West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2994-63 — 1180/117

Avon Furniture & Natural Gas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, Mara Grey and Mary Ravachol, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1255 University, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, railway fixtures and appliances, mats, rugs, carpets and machinery, under the name of "Avon Furniture & Natural Gas Inc.", with a total capital stock of \$5,000 divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 355 Church Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3057-63 — 1180/137

Aylwin Electronics Ltd.

Aylwin Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1963, constituant en corporation: James Gibb Stewart, avocat et conseil en loi de la Reine, Raymond Crépault et Thomas Justin McKenna, ces derniers avocats, tous trois de 805, édifice Aldred, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: James Gibb Stewart, advocate and Queen's Counsel, Raymond Crépault and Thomas Justin McKenna, the latter advocates, all three of 805 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'équipement de bureau, industriel, électrique, électronique, « nucleonic », mécanique, appareils, articles, produits, dispositifs et marchandise de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Aylwin Electronics Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

To deal in office, industrial, electrical, electronic, nucleonic, mechanical and other equipment, apparatus, articles, goods, wares and merchandise of every kind and description, under the name of "Aylwin Electronics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

3944

2888-63 — 1180/81

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2888-63 — 1180/81

B.C.A. Distributors Ltd.

B.C.A. Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Thomas Palmer Howard, avocat et conseil en loi de la Reine, 6, chemin DeCasson, Westmount, Peter Edward Graham, avocat, 491, Carré Victoria, et Nicole Crevier, secrétaire, célibataire, 1556, rue Maisonneuve, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Thomas Palmer Howard, advocate and Queen's Counsel, 6 DeCasson Road, Westmount, Peter Edward Graham, advocate, 491 Victoria Square, and Nicole Crevier, secretary, spinster, 1556 Maisonneuve Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de revues, périodiques, pamphlets, et publications semblables, agir comme publicitaires, sous le nom de « B.C.A. Distributors Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

To deal in magazines, periodicals, pamphlets and similar documents and to act as advertisers, under the name of "B.C.A. Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1245 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2991-63 — 1180/119

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2991-63 — 1180/119

La Barrière Development Inc.

La Barrière Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: John J. Pepper, 3769, Le Boulevard, Westmount, Jean-Guy Riopel, 5850, place Decelles, tous deux avocats, Madeleine Gingras Pesant, épouse séparée de biens de Gilles Pesant 1684, Camille-Paquet, app. 2, Hélène Latour, célibataire, 5361, rue Delanaudière, toutes deux secrétaires, et Madeleine Proulx, teneuse de livres, célibataires, 3583, boul. Rosemont, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the province of Quebec, incorporating: John J. Pepper, 3769 The Boulevard, Westmount, Jean-Guy Riopel, 5850 Decelles Place, both advocates, Madeleine Gingras Pesant, wife separate as to property of Gilles Pesant, 1684 Camille-Paquet, Apt. 2, Hélène Latour, spinster, 5361 Delanaudière St., both secretaries, and Madeleine Proulx, book-keeper, spinster, 3583 Rosemont Blvd., the latter four of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « La Barrière Develop-

To carry on the business of a holding company, under the name of "La Barrière Development

ment Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3134-63 — 1181/36

Boulevard Surgical Clinic Inc. Clinique Chirurgicale du Boulevard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Dr Arthur H. Levine, 2480, avenue Decelles, St-Laurent, Dr Daniel Lavoie, 8405, rue Berri, et Dr Lomer Pilote, 2420, Benny Crescent, ces deux derniers de Montréal, tous trois médecins et chirurgiens, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et administrer des cliniques ou centres ou bureaux de médecine et/ou de chirurgie et salles de consultation autres que des hôpitaux, sous le nom de « Boulevard Surgical Clinic Inc.—Clinique Chirurgicale du Boulevard Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

1322-63 — 1180/56

Laurent Brodeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Laurent Brodeur, homme d'affaires, Gagnon, Owen Carter, avocat, 2177, Brulart, Sillery, et Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de feu Robert H. T. Gordon, 481, Jean-Dequen, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Laurent Brodeur Inc. », avec un capital total de \$135,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gagnon, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2903-63 — 1179/66

Canadian Bookclub Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963,

Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each and 4,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3134-63 — 1181/36

Boulevard Surgical Clinic Inc. Clinique Chirurgicale du Boulevard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the province of Quebec, incorporating: Dr. Arthur H. Levine, 2480 Decelles Avenue, St-Laurent, Dr. Daniel Lavoie, 8405 Berri Street, and Dr. Lomer Pilote, 2420 Benny Crescent, the latter two of Montreal, all three physicians & surgeons, for the following purposes:

To establish, maintain and administer, medical and surgical clinics or centers, or medical or surgical offices and consulting rooms other than hospitals, under the name of "Boulevard Surgical Clinic Inc.—Clinique Chirurgicale du Boulevard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, his 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

1322-63 — 1180/56

Laurent Brodeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Brodeur, businessman, Gagnon, Owen Carter, advocate, 2177 Brulart, Sillery, and Agnes J. Gordon, secretary, widow of the late Robert H. T. Gordon, 481 Jean-Dequen, Ste-Foy, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Laurent Brodeur Inc.", with a total capital stock of \$135,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gagnon, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2903-63 — 1179/66

Canadian Bookclub Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

constituant en corporation: B. Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, et Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de divers livres, périodiques, revues, brochures et matière imprimée de toutes sortes, sous le nom de « Canadian Bookclub Centre Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2824-63 — 1180/83

La Carriole Gift Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, 3495, Mountain, Gilles Ivan Beaupré, 5938, Louis-Hémon, tous deux avocats, et Pierrette Lachapelle, secrétaire, fille majeure, 2595, rue Bercy, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, bottes, chaussures, articles de mode, vêtements d'enfants, vêtements de base, bijouterie, vêtements de laine, sous-vêtements, drap et soies, costumes, marchandises en cuir, rideaux, tentures, carpettes, porcelaine, bibelots, marchandises de fantaisie et articles de toilette, de toutes sortes, sous le nom de « La Carriole Gift Shop Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle-en-Bas, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2613-63 — 1180/51

Child's Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963, constituant en corporation Wong Wing Ng, Hum Chew Get, tous deux de 357, Des Forges, et Wu Allan Ng Lock Gui, 3138, Des Groseillers, tous trois restaurateurs de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Child's Café Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 355, rue Des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3195-63 — 1181/49

B. Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, et Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Ave., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in miscellaneous books, periodicals, magazines, brochures and printer matter of all kinds, under the name of "Canadian Bookclub Centre Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2824-63 — 1180/83

La Carriole Gift Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the province of Quebec, incorporating: Paul Galt Michaud, 3495 Mountain, Gilles Ivan Beaupré, 5938 Louis-Hémon, both advocates, and Pierrette Lachapelle, secretary, spinster of the full age of majority, 2595 Bercy Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, foundation garments, jewellery, woollen wear, underwear cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, drapes, carpets, chinaware, notions, fancy goods and toilet articles of all kinds, under the name of "La Carriole Gift Shop Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2613-63 — 1180/51

Child's Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Wong Wing Ng, Hum Chew Get, both of 357 Des Forges, and Wu Allan Ng Lock Gui, 3138 Des Groseillers, all three restaurants-keepers, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Child's Café Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 355 Des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3195-63 — 1181/49

Classified Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la Reine, 32, Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5712, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Classified Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

2873-63 — 1181/112

Clement Machinery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Ben Schechter, Uriel Neumann, tous deux avocats, et Raymonde Lutterman, commis, veuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, accessoires de machines et équipement, sous le nom de « Clement Machinery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 736 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

3131-63 — 1180/118

La Compagnie Atlas-Helio (Québec) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1963, constituant en corporation: John Fetherstonhaugh, 46, boulevard Strathmore, Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, 1127, Leclair, Verdun, tous deux avocats, et Geraldine Faulkner, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Jean Faulkner, 6969, rue Boyce, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papiers à bleu et à blancs, machinerie à imprimer bleu et blanc, ruban d'isolement et toutes sortes de rubans et ruban de cellophane, sous le nom de « La Compagnie Atlas-Helio (Québec) Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Classified Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 32 Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5712 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, 4650 Madison Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Classified Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2873-63 — 1181/112

Clement Machinery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ben Schechter, Uriel Neumann, both advocates, and Raymonde Lutterman, clerk, widow, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery and machine accessories and equipment, under the name of "Clement Machinery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 736 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3131-63 — 1180/118

La Compagnie Atlas-Helio (Québec) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Fetherstonhaugh, 46 Strathmore Blvd., Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, 1127 Leclair, Verdun, both advocates, and Geraldine Faulkner, secretary, wife separate as to bed and board of Jean Faulkner, 6969 Boyce Street, Montreal, for the following purposes:

To deal blueprint and whiteprint papers, blueprinting and whiteprinting machinery, insulating tapes and all kinds of tapes and cellophane ribbons, under the name of "La Compagnie Atlas-Helio (Québec) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 2865-63 — 1181/3

Contuk Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: William Patrick Keating, 552, rue Berwick, Mont Royal, James Edward Drody, 2156 ouest, rue Sherbrooke, tous deux avocats, et Jennifer Ella Anstead, secrétaire, célibataire, 1516 ouest, avenue des Pins, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et établir une organisation générale de ventes et d'achats, sous le nom de « Contuk Agencies Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 215 ouest rue St-Jacques, chambre 208, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 3127-63 — 1181/21

Diversified Investment Services Ltd. Services de Placements Diversifiés Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Raymond Lanciault, 326, 6e avenue, Sherbrooke, Ronald Gilbert, 48, rue Pilon, Ste-Adèle, Allan Yaffe, 6837, Mountain Sights, Montréal, et Maxime Tobin, 5526, rue Ashdale, Côte-St-Luc, tous quatre gérants de ventes de placements, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de finance, placements et de courtage, sous le nom de « Diversified Investment Services Ltd.—Services de Placements Diversifiés Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 3377-63 — 1181/131

Edco Petroleum Ltd. Les Pétroles Edco Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, 176, Highfield, Mont Royal, Jacques Leduc, 54, avenue Beloeil, Outremont, Denis Durocher, 315, Ste-Elizabeth, Laprairie, Jean-Yves Durand, 5546, avenue Gatineau, app 5, Montréal, tous quatre avocats, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, 7806, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 2865-63 — 1181/3

Contuk Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: William Patrick Keating, 552 Berwick Street, Mount Royal, James Edward Drody, 2156 Sherbrooke Street West, both advocates, and Jennifer Ella Anstead, secretary, spinster, 1516 Pine Avenue West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To create and establish a general sales and purchasing organization, under the name of "Contuk Agencies Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 215 St. James Street West, Room 208, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3127-63 — 1181/21

Diversified Investment Services Ltd. Services de Placements Diversifiés Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lanciault, 326, 6th Avenue, Sherbrooke, Ronald Gilbert, 48 Pilon Street, Ste-Adèle, Allan Yaffe, 6837 Mountain Sights, Montreal, and Maxime Tobin, 5526 Ashdale Street, Côte-St-Luc, all four investments sales managers, for the following purposes:

To carry on a general financial investment and and brokerage business, under the name of "Diversified Investment Services Ltd.—Services de Placements Diversifiés Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3377-63 — 1181/131

Edco Petroleum Ltd. Les Pétroles Edco Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geoffroy Birtz, 176 Highfield, Mount Royal, Jacques Leduc, 54 Beloeil Avenue, Outremont, Denis Durocher, 315 Ste-Elizabeth, Laprairie, Jean-Yves Durand, 5546 Gatineau Avenue, Apt. 5, Montreal, all four lawyers and, Gabrielle Lahaie, secretary, spinster of the full age of majority, 7806 Berri, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de charbon, coke, tourbe, huile, bois, combustible et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Edeco Petroleum Ltd.—Les Pétroles Edeco Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'édifice « Sun Life », chambre 860, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3103-63 — 1181/130

Les Entreprises Médiales Ltée Medial Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Richard Bennett Holden, Kenneth Charles Mackay, Henry Murray Steinberg, tous trois avocats, et Olive Code, secrétaire, célibataire, tous quatre de 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dispositifs, dessins, oeuvres d'art, musique, travail de théâtre ou tout travail qui peut être patenté, qui tombe sous droits réservés ou autrement protégé, sous le nom de « Les Entreprises Médiales Ltée — Medial Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3075-63 — 1180/121

Les Explorations de Cuivre Lemieux Ltée (Libre de responsabilité personnelle)

**Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, 4019, avenue Melrose, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, chemin de la Côte-des-Neiges, Mildred Murphy, ménagère, fille majeure, 4019, avenue Melrose, Arthur Quesnel, commis, 1155 ouest, rue Dorchester, tous quatre de Montréal, et Maureen McGuire, teneuse de livres, célibataire, 87 rue Thérberge, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz naturel, pétrole, huile, de leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Les Explorations de Cuivre Lemieux Ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

To deal in coal, coke, peat, oil, wood, fuel and lubricants of all kinds, under the name of "Edeco Petroleum Ltd.—Les Pétroles Edeco Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sun Life Building, Suite 860, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3103-63 — 1181/130

Les Entreprises Médiales Ltée Medial Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Richard Bennett Holden, Kenneth Charles Mackay, Henry Murray Steinberg, all three advocates, and Olive Code, secretary, spinster, all four of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all devices, designs, works of art, music, theatre or other work capable of being patented, copyrighted or otherwise protected, under the name of "Les Entreprises Médiales Ltée — Medial Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 159 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3075-63 — 1180/121

Les Explorations de Cuivre Lemieux Ltée (Libre de responsabilité personnelle)

**Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 Côte des Neiges Road, Mildred Murphy, housekeeper, unmarried woman of the full age of majority, 4019 Melrose Avenue, Arthur Quesnel, clerk, 1155 Dorchester West, all four of Montreal, and Maureen McGuire, bookkeeper, spinster, 87 Thérberge Street, Terrebonne, for the following purposes:

To deal in natural gas, petroleum, oil, their products and by-products, under the name of "Les Explorations de Cuivre Lemieux Ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2706-63 — 1181/53

Goldar Belt Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Clarence R. Gross, avocat et conseil en loi de la Reine, 790, avenue Lexington, Westmount, Joel A. Pinsky, avocat, 5397, avenue Oxford, et Isobel Nicholson, secrétaire, fille majeure, 3661, rue Ste-Famille, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ceintures pour dames et messieurs, vêtements pour dames et messieurs et nouveautés en cuir et en tissu, sous le nom de « Goldar Belt Co. Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3094-63 — 1180/90

Go-Kart City Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, avenue Wolosley, Norman Miller, 5757, rue Hudson, tous deux de Côte-St-Luc, et Victor Malcolm, 2177, avenue Lincoln, Montréal, ces deux derniers vendeurs d'automobiles, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fournir des distractions au public et exploiter des allées de quilles, salles de billard et autres lieux de distraction et d'agrément, sous le nom de « Go-Kart City Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et 450 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3176-63 — 1181/54

Granite Mortgage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188,

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2706-63 — 1181/53

Goldar Belt Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Clarence R. Gross, advocate & Queen's Counsel, 790 Lexington Ave., Westmount, Joel A. Pinsky, advocate, 5397 Oxford Ave., and Isobel Nicholson, secretary, spinster of the full age of majority, 3661 Ste-Famille St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and men's belts, ladies' and men's wear and leather and fabric novelties, under the name of "Goldar Belt Co. Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3094-63 — 1180/90

Go-Kart City Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolosley Avenue, Norman Miller, 5757 Hudson Street both of Côte-St-Luc, and Victor Malcolm, 2177, Lincoln Avenue, Montreal, the latter two automobile dealers, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public and to operate bowling alleys, billiard halls and places of entertainment and amusement, under the name of "Go-Kart City Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$1 each and 450 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3176-63 — 1181/54

Granite Mortgage Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hamps-

Wexford Crescent, Hampstead, Melvin Leonard Rothman, 638, avenue Roslyn, Bernard Robert Benson, 652, Lansdowne, tous deux de Westmount, Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, Michael Kastner, étudiant en droit, 1014, avenue Chaumont, Québec, Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Granite Mortgage Corp. », avec un capital total de \$255,000, divisé en 200,000 actions ordinaires catégorie « A » de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3092-63 — 1180/122

Industrial Wood & Metal Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de juillet 1963, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, ave. Blossom, Côte-St-Luc, Estelle Erdle, 8554, ave. Outremont, et Helen Hartman, 4808, rue Hutchison, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces en bois pour meubles, meubles finis, pièces métallique pour meubles et meubles en métal, articles de cadeaux, souvenirs pierres à aiguiser les couteaux et les instruments tranchants, matériel isolants pour construction et pièces de construction, jouets fabriqués du bois et du métal, pièces de machinerie et machines complètes articles de gymnase et de sport, sous le nom de « Industrial Wood & Metal Co. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 65, rue Dalhousie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3200-63 — 1181/42

L. Janisse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Joseph P. A. Gravel, François de B. Gravel, tous deux de 350, chemin St-Louis, et John D'Arcy Asselin, 991, ave Moncton, tous trois avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et articles de bureaux en général, sous le nom de « L. Janisse Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$5 chacune et en 9,900 actions privilégiées de \$5 chacune.

tead, Melvin Leonard Rothman, 638 Roslyn Avenue, Bernard Robert Benson, 652 Lansdowne, both of Westmount, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, all four advocates, Michael Kastner, law-student, 1014 Chaumont Avenue, Québec, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Granite Mortgage Corp.", with a total capital stock of \$255,000, divided into 200,000 class "A" common shares of \$1 each, 5,000 class "B" shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3092-63 — 1180/122

Industrial Wood & Metal Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom Ave., Côte-St-Luc, Estelle Erdle, 8554 Outremont Ave., and Helen Hartman, 4808 Hutchison St., the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wooden parts of furniture, finished furniture, metal parts of furniture and metal furniture, gift ware, souvenirs, shapening stones, for knives and cutting tools, insulation material for building and building parts, toys from wood and metal, machine parts and complete machines, gymnastic and sports equipment, under the name of "Industrial Wood & Metal Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 65 Dalhousie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3200-63 — 1181/42

L. Janisse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. A. Gravel, François de B. Gravel, both of 350 St. Louis Rd., and John D'Arcy Asselin, 991 Moncton Ave., all three advocates, of Quebec, for the following purposes:

To deal in sound and communication recording apparatus, and in general, office equipment, under the name of "L. Janisse Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$5 each and 9,900 preferred shares of \$5 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

2957-63 — 1179/100

Joydeb Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, 7460, avenue Kingsley, Abraham Polger, notaire, 7901, avenue Wavell, tous deux de Côte-St-Luc, et Clarence Blatt, comptable agréé, 1075, avenue Marlborough, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, portefeuille et construction, sous le nom de « Joydeb Holdings Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3025-63 — 1180/102

The Karass Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Barbara J. Hopkins, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Judith E. Brown, épouse séparée de biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Anita Dunn, fille majeure, toutes trois secrétaires, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « The Karass Corporation », avec un capital-actions divisé en 160 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, 40 actions catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair et 900,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas inférieur à \$91,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3203-63 — 1181/9

Karass Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963,

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1963,

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944

2957-63 — 1179/100

Joydeb Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, 7460 Kingsley Ave., Abraham Polger, notary, 7901 Wavell Ave., both of Côte-St-Luc, and Clarence Blatt, chartered accountant, 1075 Marlborough Ave., Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment, holding and construction company, under the name of "Joydeb Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 class "A" shares of a par value of \$1 each, 5,000 class "B" shares of a par value of \$1 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3025-63 — 1180/102

The Karass Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Barbara J. Hopkins, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Judith E. Brown, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, spinster of the full age of majority, all three secretaries, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "The Karass Corporation", with a capital stock divided into 160 common shares without nominal or par value, 40 class "A" shares without nominal or par value and 900,000 preferred shares of the par value of \$1 each, and the amount with which the company will commence its operations shall be not less than \$91,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3203-63 — 1181/9

Karass Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

constituant en corporation: Barbara J. Hopkins, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Judith E. Brown, épouse séparée des biens de Richard Edward Brown, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Anita Dunn, fille majeure, toutes trois secrétaires, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Karass Properties Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3203-63 — 1181/28

Keystone Estates Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, tous deux avocats, Paul Tardi, étudiant en droit, Anna Bey et Lucette Demers, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous cinq de 635 ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Keystone Estates Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3030-63 — 1180/124

Kovac Art Creations Ltd. Les Créations d'Arts Kovac Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, 4805, chemin Circle, Stanley Taviss, 7115, Fielding, William Levitt, 5020, St. Kevin, et Arthur Marcovitch, 5211, Rosedale, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de céramiques, peintures, reproductions, décorations et autres objets d'art, sous le nom de « Kovac Art Creations Ltd.—Les Créations d'Arts Kovac Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 100 actions catégorie « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 19,800 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3010-63 — 1181/10

Barbara J. Hopkins, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Judith E. Brown, wife separate as to property of Richard Edward Brown, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Anita Dunn, spinster of the full age of majority, all three secretaries, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Karass Properties Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3202-63 — 1181/28

Keystone Estates Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, Michael Awada, both advocates, Paul Tardi, student-at-law, Anna Bey and Lucette Demers, the latter two secretaries, spinsters, all five of 635 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Keystone Estates Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3030-63 — 1180/124

Kovac Art Creations Ltd. Les Créations d'Arts Kovac Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzveig, 4805 Circle Road, Stanley Taviss, 7115 Fielding, William Levitt, 5020 St. Kevin, and Arthur Marcovitch, 5211 Rosedale, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in ceramics, paintings, reproductions, decorations and other art objects, under the name of "Kovac Art Creations Ltd.—Les Créations d'Arts Kovac Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each, 100 class "A" shares of a par value of \$1 each and 19,800 class "B" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3010-63 — 1181/10

L & L Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, 29, Bayview, Pointe-Claire, Jean-Hugues Lafleur, 5833, avenue Clanranald, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, 3025 ouest, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « L & L Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3027-63 — 1180/25

**Laurentian Salt Company Ltd.
Compagnie de Sel Laurentien Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Max Slapack, avocat et conseil en loi de la Reine, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, Soissons, Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, tous deux de Montréal, et Monroe Abbey, conseil en loi de la Reine, 519, avenue Clarke, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de sel, minéraux, substances chimiques, produits de la terre de la mer et de la forêt, et de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Laurentian Salt Company Ltd.—Compagnie de Sel Laurentien Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3269-63 — 1181/121

Leather World Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1963, constituant en corporation: Michael Awada, George Bey, tous deux avocats, Paul Tardi, étudiant en droit, et Anna Bey, secrétaire, célibataire, tous quatre de 635 ouest, rue Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cuir, soit naturel ou synthétique, sous le nom de « Leather World Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

L & L Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, 29 Bayview, Pointe-Claire, Jean-Hugues Lafleur, 5833 Clanranald Ave., both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 3025 Sherbrooke St. West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "L & L Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Knowlton, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3027-63 — 1180/25

**Laurentian Salt Company Ltd.
Compagnie de Sel Laurentien Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990 Soissons, Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, both of Montreal, and Monroe Abbey, Queen's Counsel, 519 Clarke Avenue, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of salt, minerals, chemicals, land, sea and forest products, and all products and by-products thereof, under the name of "Laurentian Salt Company Ltd.—Compagnie de Sel Laurentien Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3269-63 — 1181/121

Leather World Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Awada, George Bey, both advocates, Paul Tardi, student-at-law, and Anna Bey, secretary, spinster, all four of 635 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To deal in leather, whether natural or synthetic, under the name of "Leather World Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2137-63 — 1172/28

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2137-63 — 1172/28

McQuaide's-Hygrade Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en loi de la Reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 6950, avenue Fielding, app. 112, Montréal, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de «McQuaide's-Hygrade Ltd.», avec un capital total de \$10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 330 ouest, rue Guizot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3132-63 — 1181/35

McQuaide's-Hygrade Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 6950 Fielding Avenue, Apt. 112, Montreal, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard Street, LaSalle, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "McQuaide's-Hygrade Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 330 Guizot Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3132-63 — 1181/35

Metropolitan Water Filtration Inc. Filtration d'Eau Métropolitaine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Jacques Riel, vendeur, 1945, rue Jolicoeur, Montréal, Edward White, 366, chemin du Lac St-Louis, Léry, André Charland, 1201, Latour, St-Laurent, Charles C. Pettet, Jr., 295, Riverside Dr., St-Lambert, tous trois administrateurs, Paul Rolland, entrepreneur, 6745, Monkland, Montréal, W. Scott Livingstone, gérant de banque, 4450, avenue Wilson, Montréal, et Yvan Riel, vendeur, 129, St-Georges, Châteauguay, pour les objets suivants:

Construire et exploiter des ateliers de filtration d'eau et faire le commerce et vendre les services et appareils s'y rapportant, sous le nom de «Metropolitan Water Filtration Inc.—Filtration d'Eau Métropolitaine Inc.», avec un capital total de \$2,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

895-63 — 1180/93

Metropolitan Water Filtration Inc. Filtration d'Eau Métropolitaine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Jacques Riel, salesman, 1945 Jolicoeur St., Montreal, Edward White, 366 Lake St-Louis Rd., Léry, André Charland, 1201 Latour, St-Laurent, Charles C. Pettet Jr., 295 Riverside Dr., St-Lambert, all three executives, Paul Rolland, contractor, 6745 Monkland, Montreal, W. Scott Livingstone, bank manager, 4450 Wilson Ave., Montreal, and Yvan Riel, salesman, 129 St-Georges, Châteauguay, for the following purposes:

To build and operate water filtration plants and to deal with and sell services and apparatus connected therewith, under the name of "Metropolitan Water Filtration Inc.—Filtration d'Eau Métropolitaine Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

895-63 — 1180/93

The Montreal Chinese Hospital (1963) L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation sans capital-actions:

The Montreal Chinese Hospital (1963) L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jack

Jack Wong, marchand, 69 ouest, Lagauchetière, Montréal Bruce Wong, épicière, 3599, Marlowe, Westmount, et Henry G. Chan, marchand, 5700, Kincaird, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Établir et entretenir un hôpital pour les convalescents et les malades chroniques ainsi qu'une section de maternité, sous le nom de « The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944 1633-63 — 1180/94

Mountain Burger Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, 1460, rue McGregor, Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, tous deux de Montréal, et Edward I. Auerback, conseil en loi de la Reine, 250, avenue Kensington, Westmount, ces deux derniers avocats et solliciteurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Mountain Burger Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4520, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944 2864-63 — 1180/126

Or-Plast Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 1255, rue University, Atid Kaplan, administrateur, 4999, avenue Victoria, et Mary Ravachol, secrétaire, célibataire, 1255, rue University, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques, matériaux d'acétate, d'acryliques, de thermo-plastique et menus articles de métal, sous le nom de « Or-Plast Limited », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$5 chacune et 250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4180, De Courtrai, chambre 115, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944 3186-63 — 1181/31

Wong, marchand, 69 Lagauchetière West, Montréal, Bruce Wong, grocer, 3599 Marlowe, Westmount, et Henry G. Chan, marchand, 5700 Kincaird, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To establish and maintain a hospital for the convalescents and the chronically ill and a maternity section, under the name of "The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o 1633-63 — 1180/94

Mountain Burger Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, and in the full enjoyment of all her rights, 1460 McGregor Street, Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, both of Montreal, and Edward I. Auerback, Queen's Counsel, 250 Kensington Avenue, Westmount, the latter two barristers and solicitors, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Mountain Burger Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4520 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o 2864-63 — 1180/126

Or-Plast Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, 1255 University Street, Atid Kaplan, executive, 4999 Victoria Avenue, and Mary Ravachol, secretary, spinster, 1255 University Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in plastic substances, acetates, acrylics, thermo-plastic materials and metal findings, under the name of "Or-Plast Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$5 each and 250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4180 De Courtrai, Room 115, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3186-63 — 1181/31

Paradis St-Léonard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Michael Midlick, courtier en immeubles, 1386, avenue Rockland, James Reha, courtier en immeubles, 466, avenue Lockhart, tous deux de Mont Royal, et Donald Kujan, avocat, 8060, avenue Seine, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de «Paradis St-Léonard Ltée», avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200, rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3000-63 — 1179/132

Park Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Kenneth Charles Mackay, Richard Bennett Holden et Henry Steinberg, avocats, 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de «Park Construction Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8815, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2853-63 — 1180/105

Persons Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Robert J. Stocks, Peter E. Graham, John McDougall, tous trois avocats, Lucy Brennan, secrétaire, célibataire, Vera E. Hampton, comptable, célibataire, Stephen Harper, étudiant, et Nicole Crevier, secrétaire, célibataire, tous sept de 491, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de «Persons Construction Ltd.», avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 67, rue Principale, Sweetsburg, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2857-63 — 1180/32

Paradis St-Léonard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Michael Midlick, realtor, 1386 Rockland Avenue, James Reha, realtor, 466 Lockhart Avenue, both of Mount Royal, and Donald Kujan, advocate, 8060 Seine Avenue, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Paradis St-Léonard Ltée", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3000-63 — 1179/132

Park Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Charles Mackay, Richard Bennett Holden and Henry Steinberg, advocates, of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Park Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8815 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2853-63 — 1180/105

Persons Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert J. Stocks, Peter E. Graham, John McDougall, all three advocates, Lucy Brennan, secretary, spinster, Vera E. Hampton, accountant, spinster, Stephen Harper, student, and Nicole Crevier, secretary, spinster, all seven of 491 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Persons Construction Ltd.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each, 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 67 Main Street, Sweetsburg, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2857-63 — 1180/32

Poirier's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Frank Hubscher, avocat, 6701, chemin Kirwan, Côte-St-Luc, Joseph Kaplan, notaire, 5872, rue McShane, et Joyce Kadowaki, secrétaire, célibataire, 3895 est, Beaubien, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, articles nécessaires au ménage, fruits, viande, poisson, volaille, breuvages, licenciés ou autres, et toutes sortes d'articles, produits, matériel, commodités ou choses connexes ou se rapportant à ceux, sous le nom de « Poirier's Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1872, rue Centre, Pointe-St-Charles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3256-63 — 1181/125

Quatro Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, 4805, chemin Circle, William Levitt, 5020, St. Kevin, tous deux de Montréal, et Manuel Shacter, 155 avenue Dorval, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Quatro Investments Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 7,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3198-63 — 1181/127

**Quebec Auto Auction Ltd.
Encan d'Auto Québec Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Morty Miro, vendeur, 1432, Franklynn Drive, Chomedey, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, 6255, Place Northcrest, Montréal, Leon Jedeiken, 11, avenue Winsor, Westmount, et Alan M. Stein, 5045, Ponsard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et camions de toute description au moyen de ventes à l'enchère, sous le nom de « Quebec Auto Auction Ltd.—Encan d'Auto Québec Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordi-

Poirier's Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank Hubscher, advocate, 6701 Kirwan Road, Côte-St-Luc, Joseph Kaplan, notary, 5872 McShane Street, and Joyce Kadowaki, secretary, spinster, 3895 Beaubien East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of food products, household needs, fruits, meat, fish, fowl, beverages, licenses or otherwise, and any other items, products, materials, commodities or things allied or connected therewith, under the name of "Poirier's Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1872 Center Street, Pointe-St-Charles, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3256-63 — 1181/125

Quatro Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzweig, 4805 Circle Road, William Levitt, 5020 St. Kevin, both of Montreal, and Manuel Shacter, 155 Dorval Avenue, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Quatro Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 7,000 class "A" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3198-63 — 1181/127

**Quebec Auto Auction Ltd.
Encan d'Auto Québec Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Morty Miro, salesman, 1432 Franklynn Drive, Chomedey, Lillian Lazare, secretary, spinster of the full age of majority, 6255 Northcrest Place, Montreal, Leon Jedeikin, 11 Winsor Avenue, Westmount, and Alan M. Stein, 5045 Ponsard, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in by auction, automobiles and trucks of every description, under the name of "Quebec Auto Auction Ltd.—Encan d'Auto Québec Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value

naires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3133-63 — 1181/32

Quimat Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Roland Durand, 1185, rue Quenneville, St. Laurent, Marcel G. Robitaille, 3515, avenue Northcliffe, Montréal, André Fabien, 128, DeChâteauguay, Longueuil, tous trois avocats, et Jacqueline Lafond, secrétaire, célibataire, 6539, rue Pérodeau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Quimat Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$5 chacune et 375 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8235, Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2963-63 — 1179/133

Radio CHYM-1510 Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Anthony James Lafleur, 12, avenue Melbourne, Westmount, Henri Philip Lafleur, 3698, avenue Ontario, Henri Grier Lafleur, conseil en loi de la Reine, 3655, avenue Ontario, Albert Bronson Culver, 1321 ouest, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, et James Brian McMullan, 85, avenue Parkdale, Pointe-Claire, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Établir, équiper, entretenir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio ou de TSF, sous le nom de « Radio CHYM-1510 Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2985-63 — 1180/37

Retaprop Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963,

of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3133-63 — 1181/32

Quimat Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roland Durand, 1185 Quenneville Street, St. Laurent, Marcel G. Robitaille, 3515 Northcliffe Avenue, Montreal, André Fabien, 128 DeChâteauguay, Longueuil, all three lawyers, and Jacqueline Lafond, secretary, spinster, 6539 Pérodeau Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Quimat Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$5 each and 375 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8235 Mountain Sights, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2963-63 — 1179/133

Radio CHYM-1510 Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Anthony James Lafleur, 12 Melbourne Avenue, Westmount, Henri Philip Lafleur, 3698 Ontario Avenue, Henri Grier Lafleur, Queen's Counsel, 3655 Ontario Avenue, Albert Bronson Culver, 1321 Sherbrooke Street, West all three of Montreal, and James Brian McMullan, 85 Parkdale Avenue, Pointe-Claire, all five advocates, for the following purposes:

To establish, equip, maintain and operate radio or wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Radio CHYM-1510 Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2985-63 — 1180/37

Retaprop Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating:

constituant en corporation: Neil Franklin Phillips, 634, avenue Clarke, Westmount, Mitchell Kelin, 188, Wexford Crescent, Hampstead, et Daniel Miller, 5712, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Retaprop Corporation », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

3033-63 — 1180/96

Riveredge Village Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Arthur Maxwell Boulton, avocat et conseil en loi de la Reine, 1321 ouest, rue Sherbrooke, Albert Bronson Culver, 1321 ouest, rue Sherbrooke, Henri Philip Lafleur, 3698, avenue Ontario, tous trois de Montréal, Hunter Wilson, 222 avenue Morrisson, Mont Royal, et Anthony James Lafleur, 12, avenue Melbourne, Westmount, ces quatre derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Riveredge Village Inc. » avec un capital total de \$1,010, divisé en 100 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$5 chacune et 102 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

3014-63 — 1179/136

Riviera Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, 4865, Harvard, Montréal, Bernard Sivak, 1410, chemin du Souvenir, Chomedey, tous deux avocats, et Bernard B. Motola, architecte, 7740, Mountain Sights, app. 37, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de brique, terre cuite, tuile, drains, tuyaux d'égouts et tous produits de même nature, sous le nom de « Riviera Corporation », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

2894-63 — 1179/109

Neil Franklin Phillips, 634 Clarke Ave., Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, et Daniel Miller, 5712 Edgemore Ave., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Retaprop Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3033-63 — 1180/96

Riveredge Village Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Maxwell Boulton, advocate and Queen's Counsel, 1321 Sherbrooke West, Albert Bronson Culver, 1321 Sherbrooke Street West, Henri Philip Lafleur, 3698 Ontario Avenue, all three of Montreal, Hunter Wilson, 222 Morrisson Avenue, Mount Royal, and Anthony James Lafleur, 12 Melbourne Avenue, Westmount, the latter four advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Riveredge Village Inc.", with a total capital stock of \$1,010, divided into 100 class "A" shares of a par value of \$5 each and 102 class "B" shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3014-63 — 1179/136

Riviera Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, 4865 Harvard, Montreal, Bernard Sivak, 1410 du Souvenir Road, Chomedey, both advocates, and Bernard B. Motola, architect, 7740 Mountain Sights, Apt. 37, Montreal, for the following purposes:

To deal in brick, terra cotta, tiles, drains and sewers pipes and all products of a like nature, under the name of "Riviera Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2894-63 — 1179/109

Roma Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Giuseppe Di Giorgio, 785, rue Ball, Luigi Di Giorgio, 785, rue Ball, et Mario Posteraro, 763, rue Ball, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « Roma Furniture Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3096-63 — 1180/15

Roma Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Giuseppe Di Giorgio, 785 Ball St., Luigi Di Giorgio, 785 Ball St., and Mario Posteraro, 763 Ball St., all three salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Roma Furniture Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3096-63 — 1180/15

Romid Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Melvyn D. Hodes, 4558, 9e rue, Chomedey, Stuart M. Millowitz, 6525, Wilderton, app. 215, tous deux notaires, Jacques Verdy, étudiant en notariat, 2100, Van Horne, app. 1, tous deux de Montréal, et Zygmunt Celichowski, gérant de bureau, 1255, Sherwood Crescent, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Romid Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue University, chambre 509, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3130-63 — 1181/44

Romid Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Melvyn D. Hodes, 4558, 9th Street, Chomedey, Stuart M. Millowitz, 6525 Wilderton, Apt. 215, both notaries, Jacques Verdy, notarial student, 2100 Van Horne, Apt. 1, both of Montreal, and Zygmunt Celichowski, office manager, 1255 Sherwood Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Romid Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Room 509, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3130-63 — 1181/44

Michael Rossy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Michael Rossy Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 500 privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et 300 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3979 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Michael Rossy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras 11818 Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Michael Rossy Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 500 class "A" preferred shares of \$100 each and 300 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3979 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 2947-63 — 1180/76

Joe Rozek Insurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Joe Rozek, agent d'assurances, 550 ouest, rue Sherbrooke, Philip Shaposnick, 5485, ave. Coolbrook, tous deux de Montréal, et Gary Moscovitz, 2170, Scott, St-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « Joe Rozek Insurance Agency Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 3178-63 — 1181/45

Sabra Trading Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, Samuel H. Shriar, Harvey M. Cooperstone, tous trois avocats, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, tous quatre de 455 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, bois, métal, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, et d'animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Sabra Trading Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5225, boul. St. Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 3095-63 — 1180/131

St. Louis Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Zacharias van der Ven, travailleur de carrosserie d'automobiles, 95, 8e avenue, Fabreville, Ferdinand Schlenger,

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 2947-63 — 1180/76

Joe Rozek Insurance Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joe Rozek, insurance agent, 550 Sherbrooke St. West, Philip Shaposnick, 5485 Coolbrook Ave., both of Montreal, and Gary Moscovitz, 2170 Scott, St-Laurent, the latter two attorneys, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Joe Rozek Insurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 550 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3178-63 — 1181/45

Sabra Trading Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, Samuel H. Shriar, Harvey M. Cooperstone, all three advocates, and Anne Brown, secretary, spinster, all four of 455 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, wood, metal, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Sabra Trading Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5225 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3095-63 — 1180/131

St. Louis Garage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Zacharias van der Ven, automobile body worker, 95, 8th Ave., Fabreville, Ferdinand Schlenger, mechanic, 101, 18th Ave., St-Eustache-sur-le-Lac,

mécanicien, 101, 18e avenue, St-Eustache-sur-le-Lac, et Aimé Desnoyers, comptable, 6081, Des Angevins, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, leurs pièces et accessoires, sous le nom de « St. Louis Garage Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3019-63 — 1180/47

Schonbek International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Jacques Tétreault, 4850, ave. Wilson, Montréal, Fraser Ronald Lindsay, 480, ave. Bourke, Dorval, et Michael Kevin Smyth, 1861, ave. Canora, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles produits et effets, de quelque sorte et nature que ce soit, sous le nom de « Schonbek International Ltd. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 29,800 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 950, Montée de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2768-63 — 1181/46

Seko Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Rudy Kozel, 4225, Powell, Mont Royal, David Segal, 5522, Silverson, Côte-St-Luc, tous deux administrateurs, Leon Jedeikin, 11, avenue Windsor, Westmount, et Alan M. Stein, 5045, Ponsard, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Seko Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2948-63 — 1180/42

Selwin Canadian Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and Aimé Desnoyers, accountant, 6081 Des Angevins, Anjou, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of all kinds, their parts and accessories, under the name of "St. Louis Garage Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3019-63 — 1180/47

Schonbek International Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Tétreault, 4850 Wilson Ave., Montreal, Fraser Ronald Lindsay, 480 Bourke Ave., Dorval, and Michael Kevin Smyth, 1861 Canora Ave., Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever, under the name of "Schonbek International Ltd.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 29,800 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 950 Montée de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2768-63 — 1181/46

Seko Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rudy Kozel, 4225 Powell, Mount Royal, David Segal, 5522 Silverson, Côte-St-Luc, both administrators, Leon Jedeikin, 11 Windsor Ave., Westmount, and Alan M. Stein, 5045 Ponsard, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Seko Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and 380 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2948-63 — 1180/42

Selwin Canadian Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Julius Briskin, c.r., avocat, 134, chemin Finchley, Claire Culhane, 2199, ave. Harvard, et Grace Blackett, 1451, ave. Clossé, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un commerce général de négoce, de distribution, de commission et d'agence, sous le nom de « Selwin Canadian Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 2825-63 — 1181/14

Silhouette Health Studios (No. 5) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, tous deux avocats, Cyril E. Schwisberg, avocat, 4915, Fulton, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, Dupuis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des studios de culture physique, sous le nom de « Silhouette Health Studios (No. 5) Ltd. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 3085-63 — 1180/132

Someco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1963, constituant en corporation: Jean-Guy Riopel, 5850, place Decelles, André Brossard, 5854, place Decelles, tous deux de Montréal, John J. Pepper, 3769, Le Boulevard, Westmount, et John Richard Laffoley, 1422, chemin Dunkirk, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Someco Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944 2809-63 — 1178/113

bearing date the 18th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, q.c., advocate, 134 Finchley Rd., Claire Culhane, 2199 Harvard Ave., and Grace Blackett, 1451 Clossé Ave., the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a jobbing, distribution, commission and general agency business, under the name of "Selwin Canadian Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 2825-63 — 1181/14

Silhouette Health Studios (No. 5) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, both advocates, Cyril E. Schwisberg, advocate, 4915 Fulton, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate, use and manage health studios, under the name of "Silhouette Health Studios (No. 5) Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 3085-63 — 1180/132

Someco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Riopel, 5850 Decelles Place, André Brossard, 5854 Decelles Place, both of Montreal, John J. Pepper, 3769 The Boulevard, Westmount, and John Richard Laffoley, 1422 Dunkirk Road, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Someco Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o 2809-63 — 1178/113

Sunday Herald Publishing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Ben Schechter, avocat et conseil en loi de la Reine, Margaret McMartin, commis, célibataire, Dorothy Wittrup, secrétaire, célibataire, Richard Gottlieb, avocat, et Raymonde Lutterman, secrétaire, veuve, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaire de journaux, imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Sunday Herald Publishing Co. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 12,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3059-63 — 1180/46

Terrasse Salaberry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17 Normandy Drive, Mont Royal, Cecily Conamore, 380, avenue Hearne, Pointe-Claire, et Madeleine Iknejian, 7311, 9e Avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immobilier et de placements, sous le nom de « Terrasse Salaberry Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 18,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3201-63 — 1181/16

**Trident Redaction Ltd.
Rédaction Trident Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e avenue, LaSalle, Michael Marchand, 6416, Trans Island, Montréal, tous deux avocats, et A. Anthony Barauskas, étudiant en droit, 7440, 22e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Agir comme agents de publicité et conseils, sous le nom de « Trident Redaction Ltd. — Rédaction Trident Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Sunday Herald Publishing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ben Schechter, advocate and Queen's Counsel, Margaret McMartin, clerk, spinster, Dorothy Wittrup, secretary, spinster, Richard Gottlieb, advocate, and Raymonde Lutterman, secretary, widow, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors, printers and publishers, under the name of "Sunday Herald Publishing Co.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 25,000 common shares of a par value of \$1 each, 12,500 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 100,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3059-63 — 1180/46

Terrasse Salaberry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date hte 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Cecily Conamore, 380 Hearne Avenue, Pointe-Claire, and Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Terrasse Salaberry Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 18,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3201-63 — 1181/16

**Trident Redaction Ltd.
Rédaction Trident Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Michael Marchand, 6416 Trans-Island, Montreal, both advocates, and A. Anthony Barauskas, student-at-law, 7440, 22nd Avenue, St-Michel, for the following purposes:

To act in the capacity of advertising agents and counsel, under the name of "Trident Redaction Ltd. — Rédaction Trident Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera 726, rue St-Félix, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3031-63 — 1180/48

**The Two Cultures Restaurant Ltd.
Restaurant Les Deux Cultures Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, 324, rue Mercille, David Henry Holland, avocat, 555, rue Curzon, tous deux de St-Lambert, et Clifford George Meek, teneur de livres, 3101, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurants et d'hôtels, sous le nom de « The Two Cultures Restaurant Ltd.—Restaurant Les Deux Cultures Ltée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2966-63 — 1180/114

Tylene Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Irwin S. Brodier, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, Cyril E. Schwisberg, 4915, avenue Fulton, tous trois avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Tylene Investments Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3026-63 — 1180/115

J. Vaillancourt Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, marchand, 6787, Garnier, Gérard Desjardins, comptable, 6455, 9e avenue, tous deux de Montréal, et Yvon Paquette, inspecteur, 87, 22e avenue, Vimont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits pharmaceutiques, remèdes, vitamines et produits de vita-

The head office of the company will be at 726 St. Felix Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3031-63 — 1180/48

**The Two Cultures Restaurant Ltd.
Restaurant Les Deux Cultures Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, 324 Mercille St., David Henry Holland, advocate, 555 Curzon St., both of St-Lambert, and Clifford George Meek, book-keeper, 3101 Maplewood Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant and hotel keepers, under the name of "The Two Cultures Restaurant Ltd.—Restaurant Les Deux Cultures Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2966-63 — 1180/114

Tylene Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodier, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, Cyril E. Schwisberg, 4915 Fulton Ave., all three advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Tylene Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3026-63 — 1180/115

J. Vaillancourt Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Vaillancourt, merchant, 6787 Garnier, Gérard Desjardins, accountant, 6455, 9th Avenue both of Montreal, and Yvon Paquette, inspector, 87, 22nd Avenue, Vimont, for the following purposes:

To deal in all kinds of drugs, medicines, vitamins and vitamin products, pharmaceutical,

mines, préparations et articles pharmaceutiques, médicamenteux, chimiques et autres, et tous autres produits et articles se rapportant au commerce de produits médicaux et chimiques, sous le nom de « J. Vaillancourt Corporation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3037-63 — 1180/18

Valberry Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, 29, Bayview, Pointe-Claire, Jean-Hugues Lafleur, 5833, avenue Clanranald, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, 3025 ouest, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Valberry Holdings Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 1907, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3028-63 — 1180/49

Vallée Bleue Ski Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Andrew Snee, homme d'affaires, 364, boul. Ste-Rose, Leo Simonelis, inspecteur, 7130, Dabancourt, tous deux de Montréal, Frank Juodkojis, exploitateur de terrain, 337, 9e avenue, et John Lingat, entrepreneur, 427, 8e avenue, ces deux derniers de LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un centre de ski et de location d'équipement, sous le nom de « Vallée Bleue Ski Centre Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3135-63 — 1180/133

Value Products Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

medicinal, chemical and other preparations and articles and all other goods and all other articles pertaining to the drug and chemical businesses, under the name of « J. Vaillancourt Corporation Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3037-63 — 1180/18

Valberry Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, 29 Bayview, Pointe-Claire, Jean-Hugues Lafleur, 5833 Clanranald Ave., both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 3025 Sherbrooke St. West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of « Valberry Holdings Limited », with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head of the company will be at Suite 1907, 360 St. James Street West, Montréal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3028-63 — 1180/49

Vallée Bleue Ski Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Andrew Snee, businessman, 364 St. Rose Blvd., Leo Simonelis, inspector, 7130 Dabancourt, both of Montreal, Frank Juodkojis, land developer, 337, 9th Avenue, and John Lingat, contractor, 427, 8th Avenue, the latter two of LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of ski centre and rental of equipment, under the name of « Vallée Bleue Ski Centre Inc. », with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-David, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3135-63 — 1180/133

Value Products Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, Maximilien Polak, avocat, Anne Brown et Irene Krawetz, ces deux dernières, secrétaires, célibataires, tous quatre de 455, ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et accessoires de ménage, de reproductions de peintures à l'huile et autres oeuvres d'art et autres articles de nouveauté de genre et descriptions semblables, sous le nom de « Value Products Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3254-63 — 1181/129

Variety Import and Export Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, blvd Pie IX, Hendrik Kooiman, 8225, rue Champagneur, tous deux de Montréal, et Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre ou autres matières, sous le nom de « Variety Import and Export Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2978-63 — 1180/50

Vicky's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, 5273, rue Borden, Montréal, Morton Bell, 701, rue Bertrand, St-Laurent, et Saul Handleman, 175, chemin Dufferin, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Vicky's Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

3204-63 — 1181/48

bearing date the 29th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, Maximilien Polak, advocate, Anne Brown and Irene Krawetz, the latter two secretaries, spinsters, all four of 455 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in household wares and accessories, the reproduction of oil paintings and other works of art, and novelties of a similar type and description, under the name of "Value Products Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3254-63 — 1181/129

Variety Import and Export Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Hendrik Kooiman, 8225 Champagneur St., both of Montreal, and Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass or other substances, under the name of "Variety Import and Export Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,500 common shares of the par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2978-63 — 1180/50

Vicky's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Cytrynbaum, 5273 Borden St., Montreal, Morton Bell, 701 Bertrand St., St-Laurent, and Saul Handleman, 175 Dufferin Rd., Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of departmental store, under the name of "Vicky's Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

3204-63 — 1181/48

West Island Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22^e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Jean Gagnon, 4784, rue Rachel, Pierrefonds, Léo C. Marcotte, 10634, Waverley, tous deux avocats, et Madeleine Balin, secrétaire, 5920, avenue Souart, app. 105, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « West Island Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944

2988-63 — 1181/18

West Island Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gagnon, 4784 Rachel Street, Pierrefonds, Leo C. Marcotte, 10634 Waverley, both lawyers, and Madeleine Balin, secretary, 5920 Souart Avenue, Apt. 105, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "West Island Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2988-63 — 1181/18

Association coopérative**Magasin Co-Op de Rouyn-Noranda**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Magasin Co-Op de Rouyn-Noranda ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Rouyn, dans le district électoral de Rouyn-Noranda.

Québec, le 9 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3969-o

Cooperative Association**Magasin Co-Op de Rouyn-Noranda**

(Co-operative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of a co-operative association "Magasin Co-Op de Rouyn-Noranda".

The head office of this co-operative association is situated at Rouyn, in the electoral district of Rouyn-Noranda.

Quebec, July 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3969

Bills — Assemblée législative**CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF**

Québec, 23 août 1963.

Aujourd'hui, à neuf heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 1 Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.
- 2 Loi concernant les taxes scolaires sur les immeubles des compagnies.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
3965-o

Bills — Legislative Assembly**LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER**

Quebec, 23rd of August 1963.

This day, at nine o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 1 An Act to facilitate the financing of certain municipal works.
- 2 An Act respecting school taxes on the immoveables of companies.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
3965-o

Caisse d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie Tobex, Tobex Credit Union

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « Tobex credit union limited » en celui de « La Caisse d'Économie Tobex, Tobex Credit Union. »

Québec, le 29 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3974-o RAYMOND DOUVILLE.

Saving and Credit Union

La Caisse d'Économie Tobex, Tobex Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of « Tobex credit union limited » to « La Caisse d'Économie Tobex, Tobex Credit Union. »

Quebec, August 29, 1963.

3974 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Cooper-Widman Quebec Limited

Avis est donné que « Cooper-Widman Quebec Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Lawrence Hanigan, gérant de la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 2745, rue Duchesne, en la cité de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3944 RAYMOND DOUVILLE.
36-63 — 1183/127

Companies Licensed to do Business

Cooper-Widman Quebec Limited

Notice is hereby given that "Cooper-Widman Quebec Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. J. Lawrence Hanigan, manager, of the City of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 2745, Duchesne Street, in the City of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of August, 1963.

3944-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
36-63 — 1183/127

Alfax Paper & Engineering Company, Inc.

Avis est donné que « Alfax Paper & Engineering Company, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois du Commonwealth of Massachusetts, États Unis d'Amérique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. William Patrick Creagh, chambre 700, 1, Place Ville Marie, en la cité de Montréal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 1, rue Principale, en la cité de Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3944 RAYMOND DOUVILLE.
34-63 — 1184/70

Alfax Paper & Engineering Company, Inc.

Notice is hereby given that "Alfax Paper & Engineering Company, Inc.", an extra-provincial company incorporated pursuant to the laws of the Commonwealth of Massachusetts, United States of America, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. William Patrick Creagh, of Suite 700, 1 Place Ville Marie, in the City of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1 Main Street, in the City of Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of September, 1963.

3944-o RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
34-63 — 1184/70

Chartes — Abandon de

Orley Realities Inc.

Avis est donné que la compagnie « Orley Realities Inc. », constituée en corporation en vertu de

Charters — Surrender of

Orley Realities Inc.

Notice is hereby given that "Orley Realities Inc.", a corporation constituted under the Quebec

la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 3e jour de septembre 1963.

Le Procureur de la requérante,

3947

SAUL TUNIS, notaire.

**Snowshoe Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que « Snowshoe Gold Mines, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social dans la ville de Val d'Or, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Toronto, Ontario, ce 22ième jour d'août, 1963.

(Sceau)

3953

Le Secrétaire,
S. H. Robinson.

**Placements Pinay Inc.
Pinay Investments Inc.**

Prenez avis que la compagnie précitée demandera à l'Honorable Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 30 août 1963.

3975

Le Secrétaire,
Me LOUIS REMILLARD.

Companies' Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of September, 1963.

SAUL TUNIS, notary,

3947-o

Attorney for Applicant.

**Snowshoe Gold Mines, Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Snowshoe Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under The Quebec Mining Companies Act and having its head office in the town of Val d'Or, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 22nd day of August, 1963.

(Seal)

3953-o

S. H. ROBINSON,
Secretary.

**Placements Pinay Inc.
Pinay Investments Inc.**

Take notice that the above-mentioned company will apply to the Honourable Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

Quebec, August 30, 1963.

3975-o

Me LOUIS REMILLARD,
Secretary.

Compagnies dissoutes

Les Agences A F L Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Les Agences A F L Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 avril 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

11208-58

Antenne Commune de Télévision Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Antenne Commune de Télévision Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 22 janvier 1953.

Companies Dissolved

Les Agences A F L Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Agences A F L Ltée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 30, 1958.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944

11208-58

Antenne Commune de Télévision Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept, the surrender of the charter of the company "Antenne Commune de Télévision Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 22, 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o 2136-53

L'Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la corporation « L'Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 janvier 1959.

Avis est plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite corporation a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o 14476-58

Bec Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bec Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30 mars 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o 10863-57

Le Club Automobile Uni (Québec) Inc. United Automobile Club (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Status refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Le Club Automobile Uni (Québec) Inc. — United Automobile Club (Quebec) Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 août 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o 12767-57

Hill Top Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Sta-

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944 2136-53

L'Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Association Athlétique et Culturelle de St-Lambert", incorporated under said Part III, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 24, 1959.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944 14476-58

Bec Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bec Investments Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 30, 1957.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944 10863-57

Le Club Automobile Uni (Québec) Inc. United Automobile Club (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Club Automobile Uni (Québec) Inc. — United Automobile Club (Quebec) Inc.", incorporated under said Part, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 29, 1957.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944 12767-57

Hill Top Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

tuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Hill Top Construction Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 novembre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

49019-53

L'Hôpital de l'Enfant-Jésus

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la corporation « L'Hôpital de l'Enfant-Jésus », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 mai 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite corporation a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

628-23

Nec Plus Ultra Bio Sales Inc. Nec Plus Ultra Bio Ventes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Nec Plus Ultra Bio Sales Inc.—Nec Plus Ultra Bio Ventes Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 23 novembre 1961.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

15679-61

Pam Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Pam Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 14 juin 1961.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hill Top Construction Co. Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 25, 1953.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944

49019-53

L'Hôpital de l'Enfant-Jésus

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Hôpital de l'Enfant-Jésus", incorporated under said Part III, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 2, 1923.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944

628-23

Nec Plus Ultra Bio Sales Inc. Nec Plus Ultra Bio Ventes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nec Plus Ultra Bio Sales Inc.—Nec Plus Ultra Bio Ventes Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 23, 1961.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944

15679-61

Pam Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pam Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 14, 1961.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

12609-61

Savanne Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Savanne Building Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 19 janvier 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

10011-55

Shop & Save (Boucherville) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Shop & Save (Boucherville) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 17 décembre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

16806-59

Shop & Save (Riverside) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Shop & Save (Riverside) Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 octobre 1959.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

15739-59

Steinberg Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la

Given at the office of the Provincial Secretary,
on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944

12609-61

Savanne Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Savanne Building Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 19, 1955.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944

10011-55

Shop & Save (Boucherville) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Shop & Save (Boucherville) Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 17, 1959.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944

16806-59

Shop & Save (Riverside) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Shop & Save (Riverside) Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 15, 1959.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944

15739-59

Steinberg Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steinberg

compagnie « Steinberg Bros. Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 2 avril 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 août 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

2985-47

Bros. Inc.", incorporated under the said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 2, 1947.

Notice is also given that from and after August 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 3, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2895-57

Divers Compagnies

Retailers Commercial Agency, Inc.

Avis est donné que, par une nouvelle procuration, en date du 23 juillet 1963, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. A. D. Calvert, de la cité de Montréal a été nommé agent principal dans cette Province de « Retailers Commercial Agency, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères sus-mentionnée.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le bureau principal de « Retailers Commercial Agency, Inc. », dans la Province, est établi à 822 est, rue Sherbrooke, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27^e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

3944

2572-50

Côte des Neiges Refreshment Service Limited

Règlement No 14

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de la compagnie comme suit :

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme du règlement No 14, de « Côte des Neiges Refreshment Service Limited », adopté à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 16 janvier 1963, et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 16 janvier 1963, à laquelle assemblée un quorum des actionnaires était présent.

Le Secrétaire,

JOHN McDUGALL.

3954

13071-57

Gymnastic Associates Ltd.

Règlement No 25

augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq.

Miscellaneous Companies

Retailers Commercial Agency, Inc.

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated July 23, 1963, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. A. D. Calvert, of the city of Montreal, has been appointed chief agent in this Province of « Retailers Commercial Agency, Inc. », an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that, according to the above-mentioned new power of attorney, the principal office of « Retailers Commercial Agency, Inc. », in the Province is established at 822, Sherbrooke Street East, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

3944-o

2572-50

Côte des Neiges Refreshment Service Limited

By-law No. 14

« Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the company as follows :

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law. »

Certified to be a true copy of by-law No. 14, of « Côte des Neiges Refreshment Service Limited », passed unanimously at a meeting of the directors of the company held on January 16, 1963, and confirmed unanimously at a special general meeting of the shareholders of the company held on January 16, 1963, at which meeting a quorum of shareholders was present.

JOHN McDUGALL,

Secretary.

3954-o

13071-57

Gymnastic Associates Ltd.

By-law No. 25

increasing the number of directors from three to five.

« Les directeurs de la compagnie seront au nombre de cinq ».
Copie conforme certifiée.
17 juillet 1963.

Le Président,
JOHN GILLANDERS.
Le Secrétaire,
JOHN COUCH.
12394-62

3955

"The directors of the company shall be five in number".
Certified true copy.
July 17, 1963.

JOHN GILLANDERS,
President.
JOHN COUCH,
Secretary.
12394-62

3955-o

Les Excavations de la Rive Sud Ltée

Règlement XXXIX

règlement concernant le changement du nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Les Excavations de la Rive Sud Ltée », est changé de sept, qu'il était auparavant, à celui de trois, et le règlement No XV de la compagnie est modifié en conséquence. »

Vraie copie du règlement XXXIX de « Les Excavations de la Rive Sud Ltée », adopté le 19 juin 1963 et approuvé le même jour par tous les actionnaires de la compagnie.

Le Secrétaire,
JACQUES PINSONNEAULT.
11501-61

3956-o

Les Excavations de la Rive Sud Ltée

By-law XXXIX

by-law concerning a change in the number of directors

"The number of directors of "Les Excavations de la Rive Sud Ltée", is changed from seven, as it formerly was, to three, and by-law No. XV of the company is amended accordingly."

True copy of by-law XXIXX of "Les Excavations de la Rive Sud Ltée", adopted by the directors on June 19, 1963, and approved the same day by all the shareholders of the company.

JACQUES PINSONNEAULT,
Secretary.
11501-61

3956-o

Domremy Maison d'Entraide Incorporée

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 27 août 1963, approuvé le règlement No 1 (règlement généraux) de « Domremy Maison d'Entraide Incorporée », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
11371-56

3962-o

Domremy Maison d'Entraide Incorporée

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on August 27, 1963, approved by-law No. 1 (general by-laws) of "Domremy Maison d'Entraide Incorporée", and such, pursuant to the provisions of section 225a, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 28, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
11371-56

3962

Permacon Inc.

Règlement No C

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Permacon Inc. », est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le Règlement No 7 est modifié en conséquence.

Tous règlement, résolution ou autres procédures de la compagnie incompatibles avec le présent règlement sont par les présentes amendés, modifiés et révisés pour donner plein effet au présent règlement. »

Copie certifiée du règlement No C dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 26e jour de juin 1963 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 26e jour de juin 1963, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
GUY MARCHAND.
6312-49

3963-o

Permacon Inc.

By-law No. C

"The number of directors of "Permacon Inc.", has been changed from three as it formerly was to four, and by-law No. 7 has been amended accordingly.

All by-laws, resolutions or other procedures of the company incompatible with the present by-law are hereby amended, altered and revised to give full effect to the present by-law."

Certified copy of by-law No. C duly adopted at a meeting of the directors held on the 26th day of June, 1963, and approved at a special general meeting of the company held on the 26th day of June, 1963, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

GUY MARCHAND,
Secretary.
6312-49

3963

Antonio Denault Ltée

Règlement 36

« Que le règlement numéro 6 de la compagnie soit amendé et que le nombre des directeurs de la compagnie soit et est par les présentes augmenté de trois à quatre de sorte que le bureau de direction sera dorénavant composé de quatre directeurs. »

Antonio Denault Ltée

By-law 36

"That by-law number 6 of the company be amended and that the number of the directors of the company be and it is by these presents increased from three to four so that the Board of Directors shall from now be composed of four directors."

Copie certifiée du règlement 36 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 7e jour de mai 1963, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 7e jour de mai 1963 par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent des actions représentées à cette assemblée.

Le Président,
ANTONIO DENAULT.

3966-o

10251-54

McGill University Museums Auxiliary

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 27 août 1963, approuvé les règlements généraux de « McGill University Museums Auxiliary », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3968-o

13936-62

La Corporation Foncière de Montréal

Règlement No XIV

pour augmenter le nombre de directeurs

Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie que:

1° Le nombre des administrateurs de la compagnie soit augmenté de 9 à 12;

2° Le quorum des assemblées du conseil d'Administration soit fixé à cinq (5);

3° Lorsque ce règlement deviendra valide, les administrateurs en fonction aient le pouvoir de nommer parmi les actionnaires qualifiés trois autres administrateurs pour demeurer en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle au jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Copie fidèle d'un règlement de « La Corporation Foncière de Montréal », décrété par les directeurs le 20 août 1963 et approuvé le 27 août 1963 par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions ayant droit de vote, représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Montréal, ce 27e jour d'août, 1963.

Le Secrétaire,
GUILLAUME GEOFFRION.

3973-o

13261-57

Carbide Employees' Recreation Association Inc.

Extrait du règlement spécial « D » de la corporation ci-dessus nommée, tel qu'adopté par les directeurs, le 25 avril 1963, et approuvé par les membres de ladite corporation, le 10 mai 1963.

« 1° Que le nombre des directeurs de la corporation soit et il est augmenté de quinze (15) à dix-sept (17);

2° Neuf (9) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration. »

Copie conforme certifiée.

Montréal, 18 juillet 1963.

Le Secrétaire,
LISE PAQUETTE.

3984

14742-60

Carbide Employees' Recreation Association Inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 27 août 1963, approuvé les

Certified copy of by-law 36 duly adopted at a meeting of the directors held on the 7th day of May, 1963, and approved unanimously at a special general meeting of the company held on the 7th day of May, 1963, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent of the shares represented at this meeting.

ANTONIO DENAULT,
President.

3966

10251-54

McGill University Museums Auxiliary

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on August 27, 1963, approved the general by-laws of "McGill University Museums Auxiliary", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 28, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3968

13936-62

La Corporation Foncière de Montréal

By-law No XIV

to increase the number of directors

It is hereby enacted as a by-law of the company as follows:

1° The number of directors of the company is increased from 9 to 12;

2° The quorum at meetings of the board of directors is fixed at five (5);

3° When this by-law shall become effective, the directors then in office shall have the right to elect amongst the qualified shareholders three other directors to remain in office until the next annual general meeting or until the election of their successors.

True copy of a by-law of "La Corporation Foncière de Montréal", adopted by the directors on August 20, 1963 and approved on August 27, 1963 by the vote of at least two-thirds in value of the shares entitled to vote, represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the by-law.

Montreal, this 27th day of August 1963.

GUILLAUME GEOFFRION,
Secretary.

3973-o

13261-57

Carbide Employees' Recreation Association Inc.

Extract of special by-law "D" of the above-named corporation, as adopted by the directors on April 25, 1963, and approved by the members of the said corporation on May 10, 1963.

"1. The number of directors of the corporation be and the same is hereby increased from fifteen (15) to seventeen (17);

2. Nine (9) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors."

Certified true copy.

Montreal, July 18, 1963.

LISE PAQUETTE,
Secretary.

3984-o

14742-60

Carbide Employees' Recreation Association Inc.

Notice is given that the honourable Secretary of the province has, on August 27, 1963, approved

règlements spéciaux « C » et « D » de « Carbide Employees' Recreation Association Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3984 14742-60

special by-laws "C" and "D" of "Carbide Employees' Recreation Association Inc.", and this, according to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of September, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3984-o 14742-60

Sièges sociaux

Les Excavations de la Rive Sud Ltée

Règlement XL

concernant le changement du siège social de la compagnie.

« Le bureau principal de la compagnie « Les Excavations de la Rive Sud Ltée », est transporté de St-Constant, où il était auparavant, à Sherrington, comté de Napierville, district d'Iberville, et le règlement No III de la compagnie est modifié en conséquence. »

Vraie copie du règlement XL de « Les Excavations de la Rive Sud Ltée », adopté le 19 juin 1963 et approuvé le même jour par tous les actionnaires de la compagnie.

Le Secrétaire,
JACQUES PINSONNEAULT.

3956-o 11501-61

Association des Marchands de la Place Fleur de Lys Inc.

Avis est donné que l'« Association des Marchands de la Place Fleur de Lys Inc. » constituée en corporation sous la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec le 18 février 1963, et ayant son bureau principal à Québec, a établi son bureau au numéro 550, Boulevard Wilfrid Hamel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par l'Association comme étant son bureau principal.

Québec, le 29ième jour d'août 1963.

Les Procureurs,
PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
CHOUINARD, JACQUES.

3957-o

Express Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Express Services Inc. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 14 août 1963 et ayant son bureau principal à la cité de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 3982 est, rue Ontario, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 28 août 1963.

Le Secrétaire,
RAYMOND FAVREAU.

3958-o

Lido Sweets Restaurant Ltd

Avis est donné que « Lido Sweets Restaurant Ltd », incorporée par lettres patentes sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 28e jour de février 1949, et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 6694, rue St-Hubert.

Head Offices

Les Excavations de la Rive Sud Ltée

By-law XL

concerning the change of the head-office of the company.

"The head-office of the company "Les Excavations de la Rive Sud Ltée", is transferred from St-Constant, where it formerly was, to Sherrington, Napierville County, district of Iberville, and by-law No. III of the company is amended accordingly."

True copy of by-law XL of "Les Excavations de la Rive Sud Ltée", adopted by the directors on June 19, 1963, and approved the same day by all the shareholders of the company.

JACQUES PINSONNEAULT,
Secretary.

3956-o 11501-61

Association des Marchands de la Place Fleur de Lys Inc.

Notice is hereby given that l'« Association des Marchands de la Place Fleur de Lys Inc. », incorporated under Part three of the Quebec Companies Act on the 18th of February 1963 and having its head office in Québec, has established its office at number 550, Wilfrid Hamel Boulevard.

From the date of this notice the said office shall be considered by the Association as being the head office of the Association.

Québec, 29th day of August, 1963.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
CHOUINARD, JACQUES,
Attorneys.

3957-o

Express Services Inc.

Notice is hereby given that the company "Express Services Inc.", incorporated by letters patent dated August 14, 1963, and having its head office at the city of Montreal, has established its office at number 3982, Ontario Street East, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, August 28, 1963.

RAYMOND FAVREAU,
Secretary.

3958-o

Lido Sweets Restaurant Ltd

Notice is hereby given that "Lido Sweets Restaurant Ltd", incorporated by letters patent issued under the provision of Part I of Quebec Companies' Act on the 28th day of February 1949, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 6694, St-Hubert, St.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 16ième jour de juillet 1963.
(Seal)
3959-o

Le Directeur,
DENNIS DAOUSSIS.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of July 1963.
(Seal)
3959-o

DENNIS DAOUSSIS,
Director.

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Avis est donné que la compagnie, « Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited » (anciennement Zed Corporation), constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Companies de Québec, par lettres patentes du 28 juillet 1953, a transporté son siège social du 5 est, rue St-Jacques, en la Cité de Montréal (Qué.) au 612 ouest, rue St-Jacques, en la Cité de Montréal (Qué.).

Montréal, le 7 septembre 1963.

Le Secrétaire,
3960-o P. de FEYDEAU.

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Notice is hereby given that the company, "Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited" (formerly Zed Corporation), incorporated under part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 28 1953, has moved its head office from 5, St. James Street East, in the City of Montreal (Que.) to 612, St. James Street West, in the City of Montreal (Que.).

Montreal, September 7, 1963.

P. de FEYDEAU,
3960-o *Secretary.*

Urban Garages Limited

Avis est donné que la compagnie, « Urban Garages Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Companies de Québec, par lettres patentes du 22 juin 1954, a transporté son siège social du 5 est, rue St-Jacques, en la Cité de Montréal (Qué.) au 612 ouest, rue St-Jacques, en la Cité de Montréal (Qué.).

Montréal, le 7 septembre 1963.

Le Secrétaire,
3961-o P. de FEYDEAU.

Urban Garages Limited

Notice is hereby given that the company, "Urban Garages Limited", incorporated under part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 22 1954, has moved its head office from 5, St. James Street East, in the City of Montreal (Que.) to 612, St. James Street West, in the City of Montreal (Que.).

Montreal, September 7, 1963.

P. de FEYDEAU,
3961-o *Secretary.*

Maurice Cuillerier Inc.

Avis est donné que la compagnie « Maurice Cuillerier Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Companies de Québec, par lettres patentes octroyées le 9 juillet 1963, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 12289, boulevard Reed, Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'août 1963.

Le Président,
3964-o MAURICE CULLERIER.

Maurice Cuillerier Inc.

Notice is hereby given that "Maurice Cuillerier Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on July 9, 1963, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 12289 Reed Blvd., Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 27th day of August, 1963.

MAURICE CULLERIER,
3964 *President.*

Crédit Foncier Franco-Canadien

Avis est donné que la compagnie « Crédit Foncier Franco-Canadien », constituée en corporation en vertu de la loi 43-44 Vict., chap. 60, de la Province de Québec en date du vingt-quatrième jour de juillet, 1880, a transporté son siège social de 5 est, rue Saint Jacques, en la cité de Montréal, à 612 ouest, rue Saint Jacques, en la cité de Montréal.

Montréal, ce septième jour de Septembre 1963.

Le Secrétaire général,
3971-o BERNARD LECLERC.

Crédit Foncier Franco-Canadien

Notice is hereby given that "Crédit Foncier Franco-Canadien", incorporated by special act of the Quebec Legislature under 43-44, Vict., chap. 60, dated July 24, 1880, has moved its head office from 5, St. James Street, East, in the city of Montreal, to 612, St. James Street, West, in the city of Montreal.

Montreal, this seventh day of September, 1963.

BERNARD LECLERC,
3971-o *General Secretary.*

Les Immeubles St-Dunstan Inc. St. Dunstan Realities Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles St-Dunstan Inc.—St. Dunstan Realities Inc. », constituée en corporation par lettre patent en date du vingt-neuvième jour d'octobre

Les Immeubles St-Dunstan Inc. St. Dunstan Realities Inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles St-Dunstan Inc.—St. Dunstan Realities Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of October, 1953, and having its head

1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 80, de la rue St-Pierre, l'a transporté au numéro 56, de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce onzième jour d'avril 1963.

(Sceau)
3976-o

Le Secrétaire,
CLAIRE M. ROCHON.

Télé-Soirée Inc.

Avis est donné que la compagnie «Télé-Soirée Inc.», constituée en corporation par lettres patentes selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1963, et ayant son bureau dans la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 28, rue Édouard, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce 26ième jour d'août 1963.

3977-o

Le Président,
J. LAURIN.

Les Prêts Hypothécaires Mallard Inc.

Avis est donné que «Les Prêts Hypothécaires Mallard Inc.», a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées 1er août 1963 et que son siège social est situé à 10165, 15e avenue, (Rivière-des-Prairies), Montréal.

Montréal, le 22 août 1963.

Le Président,
MAURICE ALLARD.
3983-o 3164-63

office in the city of Quebec, where its head office was situated until today at number 80, St. Peter St., has moved it to number 56, St. Peter St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec this eleventh day of April, 1963.

(Seal)
3976

CLAIRE M. ROCHON,
Secretary.

Télé-Soirée Inc.

Notice is hereby given that "Télé-Soirée Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the twenty-second day of April 1963, and having its office in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, has established its office at number 28, Édouard St., at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this 26th day of August, 1963.

3977

J. LAURIN,
President.

Les Prêts Hypothécaires Mallard Inc.

Notice is given that "Les Prêts Hypothécaires Mallard Inc.", as incorporated into a corporation under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 1, 1963 and that its head office is situated at 10165, 15th Avenue, (Rivière-des-Prairies), Montreal.

Montreal, August 22, 1963.

MAURICE ALLARD,
President.
3983 3164-63

Demandes à la Législature

Les Frères du Sacré-Coeur-Granby

Avis est donné que «Les Frères du Sacré-Coeur-Granby», Corporation dont le siège social est à Granby, Mont Sacré-Coeur, comté de Shefford, P. de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à vendre une terre, sans les charges qui existent actuellement. Cette terre porte les numéros 331-332-333-335 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph de Soulangers. Le tout avec bâtisses.

Arthabaska, 9 août 1963.

Pour le Requérant,
3788-33-4-o Me NICOLAS LAROCHELLE, notaire.

Martin Frederick Juister

Avis est par les présentes donné que «Martin Frederick Juister», gérant, de la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de Martin Frederick Juister à Martin Frederick Juster.

Montréal, le 19 août, 1963.

Le Procureur du requérant,
3854-34-4-o FRANK M. GODINE, C.R.

Applications to Legislature

Les Frères du Sacré-Coeur-Granby

Notice is given that "Les Frères du Sacré-Coeur-Granby", the head office of which being at Mont Sacré-Coeur, Granby, county of Shefford, Province of Quebec, will apply to the legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act to authorize the sale of a land free of the charges now existing on it. That land being number 331-332-333-335 of the official cadastre for the parish of St-Joseph de Soulangers, with buildings.

Arthabaska, August, 9, 1963.

Me NICOLAS LAROCHELLE, Notary,
3788-33-4-o *for the petitioner.*

Martin Frederick Juister

Notice is hereby given that "Martin Frederick Juister", executive, of the city and district of Montreal in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to change his name from Martin Frederick Juister to Martin Frederick Juster.

Montreal, August 19, 1963.

FRANK M. GODINE, Q.C.
3854-34-4-o *Solicitor for the petitioner.*

Le Club de Golf Larrimac Inc.

Avis est par les présentes donné que « Le Club de Golf Larrimac Inc. », du district de Hull (bureau de poste de Kirk's Ferry) s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, au cours de la présente session, afin de faire adopter une loi qui accordera à cette corporation des pouvoirs spéciaux et l'inclura dans la partie II de la Loi des Sociétés du Québec au lieu de la partie I de cette loi.

Hull, P.Q., ce 26e jour d'août 1963.

Le Club de Golf Larrimac Inc.

Le Secrétaire,
L. F. MUNDY.

3929-35-4-o

The Larrimac Golf Club Inc.

Notice is hereby given that "The Larrimac Golf Club Inc.", of the district of Hull (Kirk's Ferry Post Office), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act granting the Corporation special powers and providing that it be governed by Part II of the Quebec Companies Act instead of by Part I of the Act.

Hull, P.Q., this 26th day of August, 1963.

The Larrimac Golf Club Inc.

L. F. MUNDY,
Secretary.

3929-35-4-o

Ministère des Finances
Assurances
**La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre
le Feu de la Paroisse de Sacré-Coeur-de-
Jésus, Comté de Saguenay**

*Avis d'annulation de permis
et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, Comté de Saguenay », a cessé de faire affaires en 1962;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son secrétaire le 17e jour d'août 1963, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait ni passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus, Comté de Saguenay », sont annulés à compter du 23e jour d'août 1963.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23e jour d'août 1963.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*

3897-35-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

**Quebec Fire Assurance Company
Compagnie d'Assurance de Québec
contre les Accidents du Feu**

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que la « Compagnie d'Assurance de Québec contre les Accidents du Feu — Quebec Fire Assurance Company », constituée en corporation en 1829 sous l'empire d'une Loi du Bas-Canada, George IV, chapitre 58, et ses amendements, et enregistrée dans la Province sous le numéro 60, a changé son nom en celui de « Compagnie d'Assurance du Québec — Quebec Assurance Company », tel qu'il est prévu à l'article I du bill S-8 du Parlement du Canada, sanctionné le 2e jour d'août 1963.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 28e jour d'août 1963.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*

3950-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Department of Finance
Insurance
**La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre
le Feu de la Paroisse de Sacré-Coeur-de-
Jésus, Comté de Saguenay**

*Notice of Cancellation of License
and Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus, Comté de Saguenay", has ceased to do business in 1962;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its secretary on the 17th day of August 1963, to the effect that all its policies have been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus, Comté de Saguenay", are cancelled as from the 23rd day of August 1963.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd day of August 1963.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

3897-35-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

**Quebec Fire Assurance Company
Compagnie d'Assurance de Québec
contre les Accidents du Feu**

Notice of change of name

Notice is hereby given that "Quebec Fire Assurance Company — Compagnie d'Assurance de Québec contre les Accidents du Feu", incorporated in 1829, pursuant to the provisions of a Lower Canada Act, George IV, chapter 58, and its amendments, and registered in the Province under number 60, has changed its name to "Quebec Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Québec", pursuant to the provisions of section I of Bill S-8 of the Parliament of Canada assented to on the 2nd of August 1963.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 28th of August 1963.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

3950-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Cité de Drummondville Diss., Ville de Richmond Prot. et Windsor & Brompton Prot.

City of Drummondville Diss., Town of Richmond Prot. and Windsor & Brompton Prot.

Demande est faite pour unir le territoire présentement sous la juridiction de la commission scolaire de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond, la commission des écoles protestantes de la ville de Richmond, dans les comtés de Richmond et Shefford et la commission des écoles protestantes de Windsor & Brompton, dans le comté de Richmond, dans le but de constituer en une nouvelle municipalité scolaire pour écoles protestantes seulement, sous le nom de « St. Francis », dans les comtés de Drummond, Richmond, Shefford et Bagot.

Le territoire de cette municipalité scolaire comprendra :

Dans le comté de Shefford, rangs VI à XI inclusivement du canton de Stukely comprenant le village de Laurenceville, le canton de Ely comprenant le village de Valcourt tel qu'indiqué sur la carte cadastrale de 1937 des Services cadastraux de la province de Québec;

Dans le comté de Richmond, rangs X à XV inclusivement de la municipalité de Windsor comprenant la ville de Windsor, la paroisse de St. François-Xavier de Brompton comprenant le village de St. François-Xavier de Brompton, la municipalité de Brompton Gore, la municipalité de Melbourne comprenant le village de Kingsbury et le village de Melbourne, la municipalité du canton de Cleveland et la ville de Richmond tel qu'indiqué sur la carte du cadastrale de 1940 des Services cadastraux de la province de Québec;

Dans le comté de Drummond, rangs I à XII inclusivement du canton de Durham comprenant le village de Durham Sud et le village de L'Avenir, la municipalité du canton de Kingsey, la municipalité du canton de Wickham, la municipalité de St. Simons de Drummond, la municipalité de Grantham Ouest, lots 364 et 365 du rang V de la municipalité de la paroisse de St. Majorique de Grantham, la municipalité du canton de Grantham, le village de St. Joseph de Grantham, la cité de Drummondville, la municipalité d'une partie du canton de Wendover et Simpson comprenant le village de St. Cyrille tel qu'indiqué sur la carte cadastrale de 1938 des Services cadastraux de la province de Québec;

Dans le comté de Bagot, les lots 7 et 8 et la partie nord du lot 4 du rang I du canton d'Acton.

Québec, le 21 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
3898-35-2 O.-J. DESAULNIERS.

Buckingham

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Buckingham, dans le comté de Papi-neau, en celui de « Buckingham », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 15 septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
3946-0 O.-J. DESAULNIERS. 455-63

Application is made to unit the territory now under the jurisdiction of the school commission of the City of Drummondville, in the county of Drummond, the Protestant school commission of the Town of Richmond, in the counties of Richmond and Shefford and the Protestant school commission of Windsor & Brompton, in the county of Richmond, in order to erect into a new school municipality for Protestant school purposes only, under the name of "St. Francis", in the counties of Drummond, Richmond, Shefford and Bagot.

The territory of this school municipality shall include:

In the county of Shefford, ranges VI to XI inclusive of the township of Stukely including the village of Laurenceville, the township of Ely including the village of Valcourt as indicated on the 1937 cadastral map of the Cadastral Services of the Province of Quebec;

In the county of Richmond, ranges X to XV inclusive of the municipality of Windsor including the town of Windsor, the parish of St. François-Xavier de Brompton including the village of St. François-Xavier de Brompton, the municipality of Brompton Gore, the municipality of Melbourne including the village of Kingsbury and the village of Melbourne, the municipality of the township of Cleveland and the town of Richmond as indicated on the 1940 cadastral map of the Cadastral Services of the Province of Quebec;

In the county of Drummond, ranges I to XII inclusive of the township of Durham including the village of Durham South and the village of L'Avenir, the municipality of the township of Kingsey, the municipality of the township of Wickham, the municipality of St. Simons de Drummond, the municipality of Grantham West, lots 364 and 365 of range V of the municipality of the parish of St. Majorique de Grantham, the municipality of the township of Grantham, the village of St. Joseph de Grantham, the city of Drummondville, the municipality of part of the township of Wendover and Simpson including the village of St. Cyrille as indicated on the 1938 cadastral map of the Cadastral Services of the Province of Quebec;

In the county of Bagot, lots 7 and 8 and the northern part of lot 4 of range I of the township of Acton.

Quebec, August 21, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
3898-35-2-o Superintendent of Education.

Buckingham

His Honour, the Lieutenant-Governor by Order in Council 1398, dated August 20, 1963, has been pleased to change the name of the school municipality of the town of Buckingham, in the county of Papineau, into that of "Buckingham", in the same county.

This change will take effect on September 15, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
3946 455-63 Superintendent of Education.

Laurenville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire protestante de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, en celui de « Laurenville », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 15 septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

766-63

Laurenville

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1398, dated August 20, 1963, has been pleased to change the name of the Protestant school municipality of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne, into that of "Laurenville", in the same county.

This change will take effect on September 15, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3946

766-63

Cité de Montréal « Prot. »

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1397, en date du 20 août 1963, de détacher de la municipalité scolaire protestante de « Sault-au-Récollet, dans le Comté de Bourget », le territoire de la « Ville de Rivière-des-Prairies » pour l'annexer, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la « Cité de Montréal ».

Ce changement a pris effet le 20 août 1963.

Québec, le 26 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

939-63

City of Montreal "Prot."

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1397, dated August 20, 1963, to detach from the Protestant school municipality of "Sault-au-Récollet, in the county of Bourget", the territory of the "Town of Rivière-des-Prairies", in order to annex it, for Protestants only, to the Protestant school municipality of the "City of Montreal".

This change took effect on August 20, 1963.

Quebec, August 26, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3946

939-63

Notre-Dame-de-Stanbridge

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, les lots 721 à 737 inclusivement du rang VIII et les lots 1069 à 1084 aussi inclusivement, tous du cadastre officiel du Canton de Stanbridge, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Stanbridge, dans le même comté.

Ce changement a pris effet le premier septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

274-63

Notre-Dame-de-Stanbridge

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1398, dated August 20, 1963, to detach from the school municipality of St-Damien-de-Stanbridge, in the County of Missisquoi, lots 721 to 737 inclusively on range VIII and lots 1069 to 1084 also inclusively, all in the official cadaster of the township of Stanbridge, in order to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Notre-Dame-de-Stanbridge, in the same county.

This change took effect on September first, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3946

274-63

Ville de Rimouski

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Ce changement a pris effet le premier septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

1932-61

Town of Rimouski

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1398, dated August 20, 1963, to annex the present territory of the school commission of the parish of St-Germain-de-Rimouski, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

This change took effect on September first, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

3946

1932-61

Sacré-Coeur-de-Marie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire de Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, dans le comté de Mégantic, en celui de « Sacré-Coeur-de-Marie », dans le même comté.

Sacré-Coeur-de-Marie

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council, 1938, dated August 20, 1963, has been pleased to change the name of the school municipality of Sacré-Coeur-de-Marie-de-Thetford, in the county of Mégantic, into that of "Sacré-Coeur-de-Marie", in the same county.

Ce changement prendra effet le 15 septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

797-63

Wotton

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1398, en date du 20 août 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Wottonville, dans le comté de Wolfe, en celui de « Wotton », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 15 septembre 1963.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3946-o

598-63

Paspébiac « Prot. » et Cox « Diss. »

Demande est faite de fusionner le territoire actuellement sous la juridiction des commissaires d'écoles pour la municipalité de Cox, dans le comté de Bonaventure, et des syndics d'écoles pour la municipalité de Paspébiac, dans le même comté, pour l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de « Chaleur Bay », dans le comté de Bonaventure.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire protestante comprend: tout le canton Hope, les municipalités de Paspébiac, Paspébiac-Ouest, New-Carlisle et cette partie de la paroisse de St-Bonaventure-de-Hamilton située au sud d'une ligne divisant les rang VII et VIII ouest du canton Cox et à l'est de la rivière Bonaventure, moins le rang sud-est de la rivière Bonaventure.

Québec, le 28 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3948-36-2-o

484-63

Arntfield

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Arntfield, dans le comté de Rouyn-Noranda, le territoire du canton Desserat, non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 29 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3967-2-o

791-63

Canton Cartier

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Côme, dans le comté de Joliette, les rangs III et XI inclusivement du canton Cartier, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 30 août 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

3972-o

932-63

This change will take effect on September 15, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3946

797-63

Wotton

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1398, dated August 20, 1963 to change the name of the school municipality of the Village of Wottonville, in the county of Wolfe, to "Wotton", in the same county.

This change will take effect on September 15, 1963.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3946

598-63

Paspébiac "Prot." and Cox "Diss."

Application is made to amalgamate the territory presently under the jurisdiction of the school commissioners for the municipality of Cox, in the county of Bonaventure, and the school trustees for the municipality of Paspébiac, in the same county, to erect it into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "Chaleur Bay", in the county of Bonaventure.

The territory of this new Protestant school municipality includes: all the township of Hope, the municipalities of Paspébiac, Paspébiac-West, New-Carlisle and that part of the parish of St-Bonaventure-de-Hamilton situated on the south of a line dividing the ranges VII and VIII west of the township of Cox and on the east of the Bonaventure River, less the southeast range of the Bonaventure River.

Quebec, August 28, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3948-36-2

484-63

Arntfield

Application is made to annex to the school municipality of Arntfield, in the county of Rouyn-Noranda, the territory of the township of Desserat, not as yet organized from an educational point of view.

Quebec, August 29, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3967-2

791-63

Township of Cartier

Application is made to annex to the school municipality of St-Côme, in the County of Joliette, Ranges III and XI inclusively in the Township of Cartier, a territory not yet organized from a school point of view.

Quebec, August 30, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

3972

932-63

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Village Incorporé de la Côte des Neiges

Cadastre officiel du village incorporé de la Côte des Neiges, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Department of Lands and Forests Cadastre

Incorporated Village of la Côte des Neiges

Official cadastre of the Incorporated village of la Côte des Neiges, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 167, 167-A, 167-40, 167-41, 167-42, 167-43 est annulée et le lot 177 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 14 août 1963.

3945-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots a part of lots 167, 167-A, 167-40, 167-41, 167-42, 167-43, is cancelled and lot 177 is added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, August 14, 1963.

3945-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Ministère du Travail

Avis de modification

Matériaux de construction — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section VI (Dalles de béton), du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite Section comme suit:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Taux de salaires*: Le taux de salaire minimum est le suivant:

Zone I

Métiers — Trades:

Aide et journalier — Labourer and helper	\$1.35	\$1.40	\$1.50
Conducteur de machine à empiler (lift truck) — Lift truck operator	1.45	1.50	1.60
Préposé au fonctionnement des malaxeurs — Mixer operator	1.45	1.50	1.60
Toutes les autres catégories d'emploi — All other categories of employment	1.45	1.50	1.60

Zone II

Aide et journalier — Labourer and helper	1.25	1.30	1.40
Conducteur de machine à empiler (lift truck) — Lift truck operator	1.35	1.40	1.50
Préposé au fonctionnement des malaxeurs — Mixer operator	1.35	1.40	1.50
Toutes les autres catégories d'emploi — All other categories of employment	1.35	1.40	1.50

Note: — Tout salarié travaillant sur une équipe de nuit doit recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés. »

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Durée du travail*: La durée maximum de travail est de dix heures (10) par jour et de cent dix (110) heures pour toute période de deux (2) semaines réparties comme suit:

L'une des semaines de la période sera limitée à cinquante (50) heures réparties du lundi au vendredi inclusivement et l'autre sera limitée à soixante (60) heures réparties du lundi au samedi inclusivement. »

3° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article V:

« Tout salarié régi par la présente section qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de 5 ans a droit à deux (2) semaines de vacances payées à raison de 4% du salaire annuel. »

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'à 31 décembre 1964. (Renouvellement automatique, article 5, page 26) »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

Department of Labour

Notice of amendment

Building Materials Industry — Province

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Section VI (Concrete or cement slabs) of the decree number 2203 of December 6, 1960, relating to the building materials industry in the Province of Quebec, have filed with him a petition to amend the said Section as follows:

1. Article II will be replaced by the following:

« II. *Rates of wages*: The minimum rate of wages shall be the following:

Taux horaires minima

Wage rates per hour

1/1/64 1/6/64

Aide et journalier — Labourer and helper	\$1.35	\$1.40	\$1.50
Conducteur de machine à empiler (lift truck) — Lift truck operator	1.45	1.50	1.60
Préposé au fonctionnement des malaxeurs — Mixer operator	1.45	1.50	1.60
Toutes les autres catégories d'emploi — All other categories of employment	1.45	1.50	1.60

Note: — All employees working on night shifts shall be paid \$0.05 cents per hour in excess of the above rates. »

2. Article III will be replaced by the following:

« III. *Duration of Labour*: The maximum duration of labour shall be 10 hours per day and 110 hours for every period of two (2) weeks established as follows:

« One week of the two-week period shall be limited to 50 hours distributed from Monday to Friday inclusive and the other week shall be limited to 60 hours distributed from Monday to Saturday inclusive. »

3. The following sub-paragraph will be added to article V:

« Every employee subject to the present section who was worked continuously for the same employer for a period of five (5) years, shall be entitled to two (2) weeks' vacation with pay on the basis of 4% of his annual earnings. »

4. Article VI will be replaced by the following:

« VI. *Date of expiration*: The present section remains in force until December 31st, 1964, (Automatic renewal, c.f. article 5, page 26) »

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-o

Avis de modification

Employés de garage — Joliette

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la cité de Joliette et un rayon de dix (10) milles de ses limites (à l'intérieur du district électoral de Joliette), rendue obligatoire par le décret numéro 383 du 12 mars 1963, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Le paragraphe « b » de l'article II sera remplacé par le suivant:

« b) *Juridiction territoriale:* Le décret s'applique à la cité de Joliette et à un rayon de dix (10) milles de ses limites (à l'intérieur du district électoral de Joliette) et à Berthierville (district électoral de Berthier) et à un rayon de cinq (5) milles de ses limites ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-o

Avis de modification

Industrie de la Construction Terrebonne et Labelle

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes lui ont présenté une requête à l'effet de modifier comme suit le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne et Labelle:

1° Le paragraphe « a » de l'article II sera remplacé par le suivant:

« a) *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Terrebonne, Argenteuil et Labelle ».

2° L'alinéa suivant sera ajouté à la suite de l'échelle de salaires apparaissant à l'article III:

« Les taux de salaires établis pour le comté de Terrebonne s'appliquent également au comté d'Argenteuil ».

Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-o

Notice of amendment

Garage Employees — Joliette

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the city of Joliette and a radius of ten (10) miles from its limits (within the electoral district of Joliette), rendered obligatory by decree number 383 of March 12, 1963, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Paragraph "b" of article II will be replaced by the following:

"b) *Territorial jurisdiction:* The decree applies to the city of Joliette and a radius of ten (10) miles from its limits (within the electoral district of Joliette) and to Berthierville (electoral district of Berthier) and a radius of five (5) miles from its limits".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-o

Notice of amendment

Construction Industry Terrebonne and Labelle

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties have petitioned him to amend as follows the decree number 657 of May 13, 1948, and amendments, relating to the building trades in the counties of Terrebonne and Labelle:

1. Paragraph "a" of article II will be replaced by the following:

"a) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Terrebonne, Argenteuil and Labelle".

2. The following sub-paragraph will be added after the scale of wages appearing in article III:

"The rates of wages determined for the county of Terrebonne shall also apply to the county of Argenteuil".

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-0

Avis de modification

Construction — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus du Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, la modification suivante à la section « F » (Réfrigération) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

L'article I sera remplacé par le suivant:

« I. *Juridiction professionnelle*: Cette section régit les travaux d'installation et de service de tout appareil de réfrigération industrielle, commerciale et domestique exécutés dans la juridiction territoriale ci-haut mentionnée. La présente section ne s'applique pas cependant aux appareils connectés à une prise de courant ordinaire (plug-in) d'une capacité inférieure à un demi (½) cheval-vapeur et aux appareils complets par eux-mêmes (sel contained) ne dépassant pas cette même capacité.

La présente section ne s'applique pas aux salariés permanents au sens de la Loi de la convention collective. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-0

Avis de modification

Industrie de l'ascenseur — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 48 (H) du 18 janvier 1956 et amendements, concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-0

Notice of amendment

Construction — Montreal

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to section "F" (Refrigeration) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal:

Article I will be replaced by the following:

"I. *Professional jurisdiction*: This section shall apply to the installation and service of all industrial, commercial and domestic refrigerating apparatus within the territorial jurisdiction herein before specified. However, the present section does not apply to plug-in and self-contained units of less than one half (½) horsepower capacity.

The present section does not extend to permanent employees as defined in the Collective Agreement Act."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-0

Notice of amendment

Elevator Industry — Province

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 48 (H) of January 18, 1956, as amended, concerning to all the decrees governing the construction industry and trades in the province.

Les taux de salaires pour la région de Montréal, seront remplacés par les suivants:

« Région de Montréal: Mécanicien Aide comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec..... \$ 3.42 — \$2.39 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel établis en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1478 du 28 août 1963, (section « C ») d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1963 au 10 septembre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit Comité paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

The rates of wages for the region of Montreal, will be replaced by the following:

« Montreal region: Mechanic Helper including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region. \$ 3.42 — \$ 2.39 »

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendment, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree number 602, of June 9, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1478 of August 28, 1963, (section "C"), in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the conditions and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 10, 1963, to September 10, 1964; and is applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with his own assessments.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le dixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1963 et le 10 septembre 1964.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1963 et le 10 septembre 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$36,485.00
Salariés	36,485.00
Artisans	650.00
Honoraires d'examens	1,850.00
Intérêts sur obligations	4,520.00
	\$79,990.00

Déboursés:

Administration générale:

Salaires des employés	\$33,280.00
Frais de déplacements pour assemblées extérieures et inspections ..	10,488.00
Jetons de présence et frais d'assurances aux assemblées	3,240.00
Poste, téléphone	636.32
Vérificateur	300.00
Bureau des examinateurs	7,500.00
Paraterie	425.00
Assurance-chômage	553.52
Entretien des bureaux	750.00
Fonds de pension	576.20
Assurance-groupe	3,380.00
Chauffage	275.00
Éclairage	135.00
Taxes	369.50
Assurances — propriété	42.00
Entretien sur bâtisse	200.00
Dépréciation — autos des inspecteurs	3,000.00
Aide à l'apprentissage	2,000.00
Divers	2,000.00
	\$69,150.54

Surplus prévu

10,839.46

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963.

3970-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec,

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, for the period between September 10, 1963 and September 10, 1964.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1963, and September 10, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$36,485.00
Employees	36,485.00
Artisans	650.00
Examination fees	1,850.00
Bonds interest	4,520.00
	\$79,990.00

Expenses:

General administration:

Employees' salaries	\$33,280.00
Travelling expenses for meetings and inspections	10,488.00
Attendance Fees and meetings expenses	3,240.00
Postage and telephone	636.32
Auditor	300.00
Board of Examiners	7,500.00
Stationery	425.00
Unemployment insurance	553.52
Office maintenance	750.00
Pension fund	576.20
Group insurance	3,380.00
Heating	275.00
Electricity	135.00
Taxes	369.50
Insurances — Properties	42.00
Maintenance of building	200.00
Depreciation — inspectors' automobiles	3,000.00
Subvention to apprenticeship	2,000.00
Miscellaneous	2,000.00
	\$69,150.54

Estimated surplus

10,839.46

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963.

3970-0

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec,

établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1478 du 28 août 1963, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionné:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1963 au 30 septembre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations et commission.

b) Les salariés régis par le décret numéro 505 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 30 septembre 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 30 septembre 1964.

Estime des gages pour l'année: \$23,000,000.00

Recettes:

Cotisations (1/5 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 46,000.00
Salariés.....	46,000.00
Revenus divers.....	10,497.15

\$102,497.15

established under decree number 505 of May 7 1952 has been authorized by by-law approved by Order in Council number 1478 of August 28, 1963, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate herein after mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from October 1, 1963 to September 30, 1964; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees governed by the decree, including bonuses, allowances and commissions.

b) The employees governed by the said decree, number 505 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages, including bonuses, allowances and commissions.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and witnessed before it is sent to the Parity Committee no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee, shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from October 1, 1963 to September 30, 1964.

JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC

Estimated budget for the period extending from October 1, 1963 to September 30, 1964.

Estimate of Annual Wages: \$23,000,000.00

Receipts:

Assessment (1/5 of 1%):

Professional employers.....	\$ 46,000.00
Employees.....	46,000.00
Miscellaneous.....	10,497.15

\$102,497.15

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Employés.....	\$ 57,200.00
Secrétaire.....	6,000.00
Frais de vérification.....	800.00
Frais de voyage:	
Membres.....	20,000.00
Inspecteurs.....	7,686.00
Loyer.....	2,700.00
Frais légaux.....	3,825.00
Timbres-poste.....	1,749.74
Téléphone et télégrammes.....	360.00
Frais bancaires.....	949.00
Assurance groupe.....	945.00
Assurance chômage.....	610.00
Papeterie et imprimerie.....	3,043.00
Frais généraux.....	1,800.00
Taxe d'eau et affaires.....	563.00
Police-fidélisation.....	105.00
Mauvaises créances.....	350.00
Annonces et publicité.....	65.00
Dépréciation.....	1,500.00
	\$110,250.74

Excédent des déboursés sur les sur les recettes.....	7,753.59
	\$102,497.15

*Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.*

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963. 3970-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1478 du 28 août 1963, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 22 septembre 1963 au 22 septembre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$46.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Employees.....	\$ 57,200.00
Secretary.....	6,000.00
Audition.....	800.00
Travelling expenses:	
Representatives.....	20,000.00
Inspectors.....	7,686.00
Rent.....	2,700.00
Legal fees.....	3,825.00
Postage.....	1,749.74
Telephone and telegrams.....	360.00
Bank charges.....	949.00
Group Insurance.....	945.00
Unemployment Insurance.....	610.00
Stationery & Printing.....	3,043.00
General expenses.....	1,800.00
Water & business taxes.....	563.00
Fidelity bond.....	105.00
Bad debts.....	350.00
Publicity.....	65.00
Depreciation.....	1,500.00
	\$110,250.74

Exceeding of the disbursements upon the receipts.....	7,753.59
	\$102,497.15

*GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963. 3970-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree number 758 of July 19, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1478 of August 28, 1963, section "A" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 22, 1963, to September 22, 1964; such levy is laid at follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen; i.e. \$46.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 22 septembre 1963 et le 22 septembre 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 22 septembre 1963 et le 22 septembre 1964.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,425.00
Salariés	3,425.00
Artisans	150.00
	\$7,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$1,300.00
Inspecteur	1,900.00
Frais de déplacement (inspecteur)	1,100.00
Frais légaux	500.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	450.00
Vérification des livres	100.00
Assurance et frais de cautionnement	50.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité	300.00
Dépenses diverses et imprévues	300.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 septembre 1963. 3970-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de St-Georges

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1477 du 28 août 1963 et

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates; March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec, Jurisdiction, for the period between September 22, 1963, and September 22, 1964.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 22, 1963, and September 22, 1964.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,425.00
Employees	3,425.00
Artisans	150.00
	\$7,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Inspector	1,900.00
Travelling expenses (inspector)	1,100.00
Legal fees	500.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	450.00
Audition	100.00
Insurance and Fidelity Bond	50.00
Travelling expenses of Chairman and members	1,000.00
Attendance fees to members of Committee	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	300.00
	\$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 7, 1963. 3970-o

Department of Municipal Affairs

Town of St-Georges

Notice is hereby given that, by order in council No. 1477 of August 28, 1963, and in

conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 127 du conseil municipal de la « Ville de Saint-Georges » et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Georges-Est, comté de Beauce, et annexé à la ville de Saint-Georges.

Ce territoire est le suivant :

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Georges-Est, comté de Beauce, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, avenues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les périmètres ci-après décrits, à savoir :

a) Partant du point d'intersection de la ligne sud-est du lot 595 avec l'arrière-ligne du Premier Rang Nord-Est; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: Partie de la ligne sud-est du lot 595 en allant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec les limites actuelles de la ville de Saint-Georges, limites étant établies pour une partie par une ligne parallèle à la ligne des plus hautes eaux ou rive nord-est de la rivière Chaudière à une distance de dix (10) arpents d'icelle; puis suivant lesdites limites actuelles de la ville de Saint-Georges, ladite ligne parallèle en allant vers le nord-ouest et traversant les lots 595, 591, 589 et 588 jusqu'à la ligne séparative des lots 587 et 588; ladite ligne séparative des lots 587 et 588 en allant vers le nord-est sur une longueur de cinquante-six pieds (56'); une ligne perpendiculaire aux lignes latérales des lots traversant les lots 587, 584, 582 et 579 jusqu'à la ligne sud-est du lot 577; ladite ligne sud-est du lot 577 en allant vers le sud-ouest et son prolongement dans la rivière Chaudière jusqu'à l'axe de ladite rivière; puis laissant les limites actuelles de la ville de Saint-Georges, ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à sa rencontre avec le prolongement dans la rivière Chaudière d'une ligne parallèle à ladite ligne sud-est du lot 577 et distante de cent quatre-vingt-sept pieds et quatre dixièmes (187.4') de cette dernière, distance mesurée le long du côté sud-ouest de la Deuxième Avenue; ledit prolongement et ladite ligne parallèle en allant vers le nord-est jusqu'au côté sud-ouest de la Deuxième Avenue; ledit côté sud-ouest de ladite avenue jusqu'au prolongement à travers la susdite avenue de la ligne nord-ouest du lot 576; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 576; partie de la ligne nord-ouest, partie de la ligne sud-ouest et partie de la ligne nord-ouest du lot 576-B jusqu'à l'arrière-ligne du Premier Rang Nord-Est, et enfin cette dernière ligne limitant au nord-est les lots 576-B, 577-A, 581, 583, 588, 589, 591 et 595 jusqu'au point de départ;

b) Partant du point d'intersection de la ligne sud-est du lot 619-8 avec l'arrière-ligne du Premier Rang Nord-Est; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite arrière-ligne limitant au nord-est les lots 619-8, 618-4, 617-5, 615-2, 614-1, 613-1, 612-3, 611-2, 610, 607 et se prolongeant dans la route Saint-Nicolas jusqu'à l'axe de ladite route; ledit axe de ladite route en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point à une distance de sept cents pieds (700') plus ou moins mesurée le long dudit axe à partir des limites actuelles de la ville de Saint-

accordance with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor has been pleased to approve by-law No. 127 of the municipal council of the "Town of Saint-Georges" and to enact that, from and after the date of the present notice, the territory mentioned on the said by-law and here below described is detached from the municipality of the parish of Saint-Georges-East, county of Beauce, and annexed to the town of Saint-Georges.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Saint-Georges-East, county of Beauce, including with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Georges, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, avenues, lanes, rivers, water-courses or parts thereof enclosed within the perimeters here below described, to wit:

a) Starting from the point of intersection of the southeast line of lot 595 with the rear line of the First Range Northeast; thence, successively, the following lines and demarcations: Part of the southeast line of lot 595 going toward the southwest up to its meeting with the present limits of the town of Saint-Georges, limits being established for a part by a line parallel with the high-water line or the northeast shore of the Chaudière River for a distance of ten (10) arpents from the latter; then, following the said present limits of the town of Saint-Georges, the said parallel line going toward the northwest and crossing lots 595, 591, 589 and 588 up to the dividing line of lots 587 and 588; the said dividing line of lots 587 and 588 going toward the northeast for a length of fifty-six feet (56'); a perpendicular line on the lateral lines of lots crossing lots 587, 584, 582 and 579 up to the southeast line of lot 577; the said southeast line of lot 577 going toward the southwest and its extension in the Chaudière River to the axis of the said river; then leaving the present limits of the town of Saint-Georges, the said axis of the said river in descending its course to its junction with the extension in the Chaudière River of a line parallel with the said line southeast of lot 577 and distant by one hundred and eighty-seven feet and four-tenths (187.4') from the latter, distance measured along the southwest side of Second Avenue; the said extension and the said parallel line going toward the northeast up to the southwest side of Second Avenue; the said southwest side of the said avenue up to the extension across the said avenue of the northwest line of lot 576; the said extension and the said northwest line of lot 576; part of the northwest line, part of the southwest line and part of the northwest line of lot 576-B up to the rear line of First Range Northeast, and finally the last line limiting on the northeast lots 576-B, 577-A, 581, 583, 588, 589, 591 and 595 to the starting point;

b) Starting from the point of intersection on the line southeast of lot 619-8 with the rear line of First Range Northeast; thence, successively, the following lines and demarcations: the said rear line limiting on the northeast lots 619-8, 618-4, 617-5, 615-2, 614-1, 613-1, 612-3, 611-2, 610, 607 and extending into the Saint-Nicolas Road up to the axis of the said road; the said axis of the said road going toward the southwest up to a point for a distance of seven hundred feet (700') more or less measured along the said axis starting from the present limits of the town of

Georges, lesquelles limites suivent pour une partie une ligne parallèle à la ligne des plus hautes eaux ou rive nord-est de la rivière Chaudière à la distance de dix arpents (10); le prolongement dans la route Saint-Nicolas d'une ligne perpendiculaire à l'axe de ladite route et cette ligne perpendiculaire en allant vers le sud-est sur une longueur de cent vingt-cinq pieds (125'); une ligne perpendiculaire en allant vers le sud-ouest sur une longueur de cent pieds (100'); une ligne perpendiculaire en allant vers le sud-est sur une longueur de trente-quatre pieds (34') plus ou moins; une ligne perpendiculaire en allant vers le sud-ouest jusqu'aux limites actuelles ci-haut décrites de la ville de Saint-Georges; puis suivant lesdites limites actuelles, une ligne parallèle à la rive nord-est de la rivière Chaudière jusqu'à la ligne sud-est du lot 600; ladite ligne sud-est du lot 600 en allant vers le nord-est jusqu'à un point à une distance de dix-sept arpents (17) au sud-ouest de l'arrière-ligne du Premier Rang Nord-Est, distance mesurée le long de ladite ligne sud-est; une ligne parallèle à ladite arrière-ligne à la distance de dix-sept arpents (17) traversant les lots 607, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 617, 618 et 619 jusqu'à la ligne sud-est dudit lot 619; puis laissant les limites actuelles de la ville de Saint-Georges, partie de ladite ligne sud-est du lot 619 en allant vers le nord-est et la ligne sud-est du lot 619-8 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
3991-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Saint-Georges, which limits follow partly a parallel line to the high-water line of northeast shore of the Chaudière River for a distance of ten arpents (10); the extension in the said Saint-Nicolas Road of a perpendicular line with the axis of the said road and this perpendicular line going toward the southeast along a length of one hundred and twenty-five feet (125'); a perpendicular line going toward the southwest along a length of one hundred feet (100'); a perpendicular line going toward the southeast along a length of thirty-four feet (34') more or less; a perpendicular line going toward the southwest up to the present limits above described of the town of Saint-Georges; then following the said present limits, a line parallel to northeast shore of the Chaudière River up to a southeast line of lot 600; the said southeast line of lot 600 going toward the northeast up to a point for a distance of seventeen arpents (17) southwest of the rear line of the First Range Northeast distance measured along the said southeast line; a line parallel to the said rear line for a distance of seventeen arpents (17) crossing lots 607, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 617, 618 and 619 up to the southeast line of the said lot 619; then, leaving the present limits of the town of Saint-Georges, part of the said line southeast of lot 619 by going towards the northeast and the southeast line of lot 619-8 to the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
3991 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres oryaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
C.-E. CANTIN. ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section II de la Loi des paroisses et fabriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 308), pour le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, a, sous l'autorité des dispositions de l'article 18 de ladite loi, transmis au lieutenant-gouverneur en conseil le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 14 mars 1963, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse des Saint-Sept-Frères-des-Grosses-Roches;

ATTENDU QUE le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis par les dispositions de l'article 17 de la Loi des paroisses et fabriques, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai prescrit, aucune opposition à la reconnaissance de ce décret canonique pour les fins civiles;

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kindgom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN, Deputy Attorney General. WHEREAS the secretary of the commissioners duly appointed for the purposes of section II of the Parish and Fabrique Act, (Revised Statutes, 1941, Chapter 308), for the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, has, under the authority of the provisions of section 18 of the said Act, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council the decree of the ecclesiastical authority for the said diocese, on March 14, 1963, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Saint-Sept-Frères-des Grosses-Roches;

WHEREAS the secretary for the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of this decree and of the notices required by the provisions of section 17 of the Parish and Fabrique Act, no opposition to the recognition of this canonical decree for civil purposes was filed in his office in the prescribed delay;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par cette loi ont été remplies et qu'il y a lieu d'émettre une proclamation pour l'érection civile de cette paroisse.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1352, en date du 8 août 1963, et conformément aux dispositions de la Loi des paroisses et fabriques, Nous avons confirmé, établis et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse des Saints-Sept-Frères-des-Grosses-Roches, dans le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, comme suit, à savoir:

Un territoire, situé dans le canton de Cherbourg, comprenant en référence aux cadastres officiels du dit canton et de la paroisse de Sainte-Félicité, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes à savoir: Partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne séparative des cantons de Cherbourg et de Dalibaire; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: la dite ligne séparative des dits cantons en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Cherbourg; puis en référence au cadastre officiel du dit canton, la dite ligne séparative des rangs III et IV jusqu'à la ligne nord-est du lot 28 du rang IV; la ligne nord-est du lot 28 dans les rangs IV et V; la ligne sud-est des lots 28, 27, 26 et 25 du rang V; la ligne sud-ouest du lot 25 du rang V; partie de la ligne sud-est du lot 25 et la ligne sud-est du lot 24 du rang IV; puis en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Félicité, la ligne sud-est du lot 481; la ligne nord-est du lot 629; la ligne sud-est des lots 629 en rétrogradant jusqu'au lot 619 inclusivement; la ligne sud-ouest des lots 619 et 492; la ligne nord-ouest des lots 492 en rétrogradant jusqu'au lot 486 inclusivement; la ligne sud-ouest des lots 472 et 232; la ligne nord-ouest des lots 232 et 231 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 213; la dite ligne sud-ouest du lot 213 en allant vers le nord-ouest jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent et enfin la dite rive du dit fleuve en descendant son cours jusqu'au point de départ; et Nous avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse des Saints-Sept-Frères-des-Grosses-Roches, dans le diocèse catholique romain de Saint-Germain de Rimouski, ci-haut décrite, sera une paroisse pour toutes les fins civiles.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

3944-o

WHEREAS all the formalities prescribed by the law for this purpose have been fulfilled, and that it is deemed expedient to issue a proclamation for the civil erection of this parish.

THEREFORE, upon the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1352, dated August 8, 1963, and pursuant to the provisions of the Parish and Fabrique Act, We have confirmed, established and recognized, and do hereby confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saints-Sept-Frères-des-Grosses-Roches, in the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, as follows, to wit:

A territory situated in the township of Cherbourg, comprising, with reference to the official cadasters of the said township and of the parish of Sainte-Félicité, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, highways, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the point of intersection of the shore of the Saint Lawrence River with the line separating the townships of Cherbourg and Dalibaire; thence, successively, the following lines and demarcations: the said line separating the said townships going towards the southeast as far as the line separating ranges III and IV in the townships of Cherbourg; then, with reference to the official cadaster of said township, the said line separating ranges III and IV as far as the northeast line of lot 28 on range IV; the northeast line of lot 28 on ranges IV and V; the southeast line of lots 28, 27, 26 and 25 on range V; the southwest line of lot 25 on range V; part of the southeast line of lot 25 and the southeast part of lot 24 on range IV; then, with reference to the official cadaster of the parish of Sainte-Félicité, the southeast line of lot 481; the northeast line of lot 629; the southeast line of lots 629 retrogressing as far as lot 619 inclusively; the southwest line of lots 619 and 492; the northwest line of lots 492 retrogressing as far as lot 486 inclusively; the southwest line of lots 472 and 232; the northwest line of lots 232 and 231 as far as the southwest line of lot 213; the said southwest line of lot 213 going towards the northwest as far as the shore of the Saint Lawrence River, and finally the said shore of the said river flowing back along its course as far as the starting point; and We have ordered and declared and do hereby order and declare that the parish of Saints-Sept-Frères-des-Grosses-Roches, in the Roman Catholic diocese of Saint-Germain de Rimouski, described above, will be a parish for all civil purposes.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS, Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

3944

Soumissions

Ville de Brossard Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, 403, rue Richelieu, Brossard, ou jusqu'à 8.30 heures du soir, à l'ancien Hôtel de Ville, Boulevard Édouard VII, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, lundi, le 23 septembre 1963, pour l'achat de \$1,120,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er octobre 1963 et remboursables par séries du 1er octobre 1964 au 1er octobre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: — 128, \$110,000, travaux de pavages et construction de trottoirs; 133 — \$664,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 136 — \$50,000, travaux de pavages; 137 — \$188,000, travaux d'aqueduc, d'égouts, pavages, et bordures en béton; 138 — \$22,000, travaux d'éclairage; 140 — \$66,500, travaux de voirie; 158 — \$5,500, système d'éclairage aérien; et 160 — \$14,000, expropriation.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1963.

Tableau d'amortissement — \$1,120,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1964.....	\$ 17,000
1er octobre 1965.....	18,000
1er octobre 1966.....	19,000
1er octobre 1967.....	20,000
1er octobre 1968.....	22,000
1er octobre 1969.....	23,000
1er octobre 1970.....	24,000
1er octobre 1971.....	25,000
1er octobre 1972.....	27,000
1er octobre 1973.....	29,000
1er octobre 1974.....	25,000
1er octobre 1975.....	27,000
1er octobre 1976.....	29,000
1er octobre 1977.....	30,000
1er octobre 1978.....	32,000
1er octobre 1979.....	34,000
1er octobre 1980.....	35,000
1er octobre 1981.....	39,000
1er octobre 1982.....	40,000
1er octobre 1983.....	605,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laprairie, comté de Napierville-Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Tenders

Town of Brossard County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 403, Richelieu St., Brossard, or until 8:30 o'clock p.m., at the former City Hall, Edward VII Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie, on Monday, September 23, 1963, for the purchase of an issue of \$1,120,000 of bonds for Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated October 1, 1963, and redeemable serially from October 1, 1964 to October 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on April 1, and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 128 — \$110,000, paving works and construction of sidewalks; 133 — \$664,000, aqueduct and sewer works; 136 — \$50,000, paving works; 137 — \$188,000, aqueduct, sewer, paving and concrete curbs; 138 — \$22,000, light works; 140 — \$66,500, road works; 158 — \$5,500, aerial lighting system and 160 — \$14,000, expropriation.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1963.

Table of redemption — \$1,120,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1964.....	\$ 17,000
October 1, 1965.....	18,000
October 1, 1966.....	19,000
October 1, 1967.....	20,000
October 1, 1968.....	22,000
October 1, 1969.....	23,000
October 1, 1970.....	24,000
October 1, 1971.....	25,000
October 1, 1972.....	27,000
October 1, 1973.....	29,000
October 1, 1974.....	25,000
October 1, 1975.....	27,000
October 1, 1976.....	29,000
October 1, 1977.....	30,000
October 1, 1978.....	32,000
October 1, 1979.....	34,000
October 1, 1980.....	35,000
October 1, 1981.....	39,000
October 1, 1982.....	40,000
October 1, 1983.....	605,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laprairie, county of Napierville-Laprairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue lundi, le 23 septembre 1963, à 8.30 heures du soir, à l'ancien Hôtel de Ville, Boulevard Édouard VII, Brossard, comté de Napierville-Laprairie.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 4 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT GERVAIS.

403, rue Richelieu,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-7768. 3985-0

Municipalité de Bonaventure Comté de Bonaventure

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ghislain Arseneault, secrétaire-trésorier, Bonaventure, comté de Bonaventure, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 septembre 1963, pour l'achat de \$83,000 d'obligations de la municipalité de Bonaventure, comté de Bonaventure, datées du 1er octobre 1963 et remboursables par séries du 1er octobre 1964 au 1er octobre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 171 — \$83,000 — construction d'un garage municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1963.

Tableau d'amortissement — \$83,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1964.....	\$2,000
1er octobre 1965.....	2,500
1er octobre 1966.....	2,500
1er octobre 1967.....	2,500
1er octobre 1968.....	3,000
1er octobre 1969.....	3,000
1er octobre 1970.....	3,000
1er octobre 1971.....	3,500
1er octobre 1972.....	3,500
1er octobre 1973.....	4,000
1er octobre 1974.....	4,000
1er octobre 1975.....	4,500
1er octobre 1976.....	4,500
1er octobre 1977.....	5,000
1er octobre 1978.....	5,000
1er octobre 1979.....	5,500
1er octobre 1980.....	6,000
1er octobre 1981.....	6,000
1er octobre 1982.....	6,500
1er octobre 1983.....	6,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à New-Carlisle, comté de Bonaventure.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held on Monday, September 23, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at the former City Hall, Edward VII Blvd., Brossard, county of Napierville-Laprairie.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard, (County of Napierville-Laprairie), September 4, 1963.

LAURENT GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

403, Richelieu St.,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-7768. 3985

Municipality of Bonaventure County of Bonaventure

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ghislain Arseneault, secretary-treasurer, Bonaventure, county of Bonaventure, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 23, 1963, for the purchase of an issue of \$83,000 of bonds for the municipality of Bonaventure, county of Bonaventure, dated October 1, 1963, and redeemable serially from October 1, 1964 to October 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1, and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 171 — \$83,000 — Building of a municipal garage:

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1963.

Table of redemption — \$83,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1964.....	\$2,000
October 1, 1965.....	2,500
October 1, 1966.....	2,500
October 1, 1967.....	2,500
October 1, 1968.....	3,000
October 1, 1969.....	3,000
October 1, 1970.....	3,000
October 1, 1971.....	3,500
October 1, 1972.....	3,500
October 1, 1973.....	4,000
October 1, 1974.....	4,000
October 1, 1975.....	4,500
October 1, 1976.....	4,500
October 1, 1977.....	5,000
October 1, 1978.....	5,000
October 1, 1979.....	5,500
October 1, 1980.....	6,000
October 1, 1981.....	6,000
October 1, 1982.....	6,500
October 1, 1983.....	6,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at New Carlisle, county of Bonaventure.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 septembre 1963 à 8 heures du soir, en la salle paroissiale, Bonaventure, comté de Bonaventure.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bonaventure, (Comté de Bonaventure), ce 4 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GHISLAIN ARSENAULT.

C. P. 219,
Bonaventure, (Bonaventure) P.Q.
Téléphone: 60. 3986-o

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de
Ste-Madeleine d'Outremont
Comté de Montréal-Outremont**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné A. T. Dorais, secrétaire-trésorier, 1290, rue Lajoie, Outremont, comté de Montréal-Outremont, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 23 septembre 1963, pour l'achat de \$350,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Madeleine d'Outremont, comté de Montréal-Outremont, datées du 1er octobre 1963, et remboursables par séries du 1er octobre 1964 au 1er octobre 1983, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 22 mai 1963 — \$350,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes, achat du terrain, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1963.

Tableau d'amortissement — \$350,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1964.....	\$10,000
1er octobre 1965.....	10,500
1er octobre 1966.....	11,000
1er octobre 1967.....	12,000
1er octobre 1968.....	12,500
1er octobre 1969.....	13,000
1er octobre 1970.....	13,500
1er octobre 1971.....	15,000
1er octobre 1972.....	15,000
1er octobre 1973.....	16,500
1er octobre 1974.....	17,000
1er octobre 1975.....	18,000
1er octobre 1976.....	19,000
1er octobre 1977.....	20,500
1er octobre 1978.....	21,000
1er octobre 1979.....	22,500
1er octobre 1980.....	23,500
1er octobre 1981.....	25,000
1er octobre 1982.....	26,500
1er octobre 1983.....	28,000

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 23, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at parochial hall, Bonaventure, county of Bonaventure.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bonaventure, (County of Bonaventure), September 4, 1963.

GHISLAIN ARSENAULT,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 219,
Bonaventure, (Bonaventure) P.Q.
Téléphone: 60. 3986

**The school commissioners
for the municipality of
Ste-Madeleine d'Outremont
County of Montreal-Outremont**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned A. T. Dorais, secretary-treasurer, 1290 Lajoie Street, Outremont, county of Montreal-Outremont, until 7:30 o'clock p.m., Monday September 23, 1963, for the purchase of an issue of \$350,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Madeleine d'Outremont, county of Montreal-Outremont, dated October 1, 1963, and redeemable serially from October 1, 1964 to October 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 22, 1963 — \$350,000 — construction of an elementary school of 12 classes, purchase of land, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1963.

Table of redemption — \$350,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1964.....	\$10,000
October 1, 1965.....	10,500
October 1, 1966.....	11,000
October 1, 1967.....	12,000
October 1, 1968.....	12,500
October 1, 1969.....	13,000
October 1, 1970.....	13,500
October 1, 1971.....	15,000
October 1, 1972.....	15,000
October 1, 1973.....	16,500
October 1, 1974.....	17,000
October 1, 1975.....	18,000
October 1, 1976.....	19,000
October 1, 1977.....	20,500
October 1, 1978.....	21,000
October 1, 1979.....	22,500
October 1, 1980.....	23,500
October 1, 1981.....	25,000
October 1, 1982.....	26,500
October 1, 1983.....	28,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Outremont.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 septembre 1963 à 7.30 heures du soir, 1290, rue Lajoie, Outremont, comté de Montréal-Outremont.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Madeleine d'Outremont, (Comté de Montréal-Outremont), ce 4 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
A. T. DORAIS.

1290, rue Lajoie,
Outremont, (Montréal-Outremont), P.Q.
Téléphone: 272-3862. 3987-0

Cité de Duvernay Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire-G. Brisson, greffier, Hôtel de Ville, 2900, Boulevard de la Concorde, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 septembre 1963, pour l'achat de \$1,300,000 d'obligations de la cité de Duvernay, comté de Laval, datées du 1er octobre 1963 et remboursables par séries du 1er octobre 1964 au 1er octobre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 500 — \$170,000 — achat d'équipement et aménagement; 547 — \$8,000 — égouts; 556 — 1ère tranche de \$462,000 — égouts; 560 — \$107,500 — 1ère tranche — aqueduc; 561 — 1ère tranche de \$110,000 — aqueduc; 567 — 1ère tranche de \$340,000 — aqueduc et égouts; 574 — \$35,000 — construction d'un chalet pour les loisirs; 581 — \$52,500 — acquisition d'une piscine; 584 — \$15,000 — acquisition de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1963.

Tableau d'amortissement — \$1,300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1964.....	\$ 25,000
1er octobre 1965.....	27,000
1er octobre 1966.....	28,000
1er octobre 1967.....	31,000
1er octobre 1968.....	34,000
1er octobre 1969.....	36,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Outremont.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, September 23, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at 1290 Lajoie Street, Outremont, county of Montreal-Outremont.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Madeleine d'Outremont, (County of Montreal-Outremont), September 4, 1963.

A. T. DORAIS,
Secretary-Treasurer.

1290, Lajoie Street,
Outremont, (Montréal-Outremont), P.Q.
Telephone: 272-3862. 3987

City of Duvernay County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosaire-G. Brisson, city clerk, City Hall, 2900 de la Concorde Boulevard, Duvernay, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 24, 1963, for the purchase of an issue of \$1,300,000 of bonds for the city of Duvernay, county of Laval, dated October 1, 1963, and redeemable serially from October 1, 1964 to October 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 500 — \$170,000 — purchase of equipment and fittings; 547 — \$8,000 — sewers; 556 — 1st block of \$462,000 — sewers; 560 — \$107,500 — 1st block — aqueduct; 561 — 1st block of \$110,000 — aqueduct; 567 — 1st block of \$340,000 — aqueduct and sewers; 574 — \$35,000 — construction of a cottage for entertainment; 581 — \$52,500 — acquisition of a swimming pool; 584 — \$15,000 — acquisition of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1963.

Table of redemption — \$1,300,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1964.....	\$ 25,000
October 1, 1965.....	27,000
October 1, 1966.....	28,000
October 1, 1967.....	31,000
October 1, 1968.....	34,000
October 1, 1969.....	36,000

1er octobre 1970.....	\$ 39,000
1er octobre 1971.....	43,000
1er octobre 1972.....	45,000
1er octobre 1973.....	48,000
1er octobre 1974.....	50,000
1er octobre 1975.....	54,000
1er octobre 1976.....	57,000
1er octobre 1977.....	60,000
1er octobre 1978.....	63,000
1er octobre 1979.....	61,000
1er octobre 1980.....	54,000
1er octobre 1981.....	58,000
1er octobre 1982.....	61,000
1er octobre 1983.....	436,000

October 1, 1970.....	\$ 39,000
October 1, 1971.....	43,000
October 1, 1972.....	45,000
October 1, 1973.....	48,000
October 1, 1974.....	50,000
October 1, 1975.....	54,000
October 1, 1976.....	57,000
October 1, 1977.....	60,000
October 1, 1978.....	63,000
October 1, 1979.....	61,000
October 1, 1980.....	54,000
October 1, 1981.....	58,000
October 1, 1982.....	61,000
October 1, 1983.....	436,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Duvernay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 septembre 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 2900 Boulevard de la Concorde, Duvernay, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duvernay, (Comté de Laval), ce 4 septembre 1963.

Le Greffier,

ROSAIRE-G. BRISSON.

Hôtel de Ville, 2900 Boulevard de la Concorde, Duvernay, (Laval), P.Q.

Téléphone: 661-2531.

3988-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Duvernay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 24, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 2900 de la Concorde Boulevard, Duvernay, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duvernay, (County of Laval), September 4, 1963.

ROSAIRE-G. BRISSON,

City Clerk.

City Hall, 2900 de la Concorde Boulevard, Duvernay, (Laval), P.Q.

Téléphone: 661-2531.

3988

Paroisse de St-Charles-de-Lachenaie

Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Poirier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures du soir, à 351 rue Principale, Lachenaie, ou jusqu'à 8.30 heures du soir, école du village, rue Principale, Lachenaie, (L'Assomption), mardi le 24 septembre 1963, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de la paroisse de St-Charles-de-Lachenaie, comté de l'Assomption, datées du 1er octobre 1963 et remboursables par séries du 1er octobre 1964 au 1er octobre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 110 — travaux d'améliorations à l'aqueduc municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1963.

Parish of St-Charles-de-Lachenaie

County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Poirier, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., 351 Principale St., Lachenaie or until 8:30 p.m., the village school, Principale St., Lachenaie, (L'Assomption), Tuesday, September 24, 1963, for the purchase of an issue of \$200,000 of bonds for the parish of St-Charles-de-Lachenaie, county of L'Assomption, dated October 1, 1963, and redeemable serially from October 1, 1964 to October 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 110 — improvement work on the municipal aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1963.

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1964	\$ 2,000
1er octobre 1965	2,000
1er octobre 1966	2,000
1er octobre 1967	2,500
1er octobre 1968	2,500
1er octobre 1969	3,000
1er octobre 1970	3,000
1er octobre 1971	3,500
1er octobre 1972	3,500
1er octobre 1973	4,000
1er octobre 1974	4,000
1er octobre 1975	4,500
1er octobre 1976	5,000
1er octobre 1977	5,000
1er octobre 1978	5,500
1er octobre 1979	6,000
1er octobre 1980	6,500
1er octobre 1981	7,000
1er octobre 1982	7,500
1er octobre 1983	121,000

Table of redemption — \$200,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1964	\$ 2,000
October 1, 1965	2,000
October 1, 1966	2,000
October 1, 1967	2,500
October 1, 1968	2,500
October 1, 1969	3,000
October 1, 1970	3,000
October 1, 1971	3,500
October 1, 1972	3,500
October 1, 1973	4,000
October 1, 1974	4,000
October 1, 1975	4,500
October 1, 1976	5,000
October 1, 1977	5,000
October 1, 1978	5,500
October 1, 1979	6,000
October 1, 1980	6,500
October 1, 1981	7,000
October 1, 1982	7,500
October 1, 1983	121,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachenaie, comté de L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 septembre 1963, à 8.30 heures du soir, en l'école du village, rue Principale, Lachenaie, comté de L'Assomption.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachenaie, (Comté de L'Assomption), ce 3 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN POIRIER.

Adresse postale: 351 rue Principale,
Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 666-3677.

3989-0

Cité de Rivière-du-Loup
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Pettigrew, trésorier, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 septembre 1963, pour l'achat de \$129,500 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er novembre 1963 et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%,

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachenaie, county of L'Assomption.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 24, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at the village school, Principal St., Lachenaie, county of L'Assomption.

The municipal council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachenaie, (County of L'Assomption), September 3, 1963.

JEAN POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 351 Principale St.,
Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 666-3677.

3989

City of Rivière-du-Loup
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Pettigrew, treasurer, City Hall, 181 Lafontaine St., Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, until 8:00 o'clock p.m., Monday, September 23, 1963, for the purchase of an issue of \$129,500 of bonds for the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated November 1, 1963, and redeemable serially from November 1, 1964 to November 1, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable

ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 288 — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — \$129,500 — 10 ans

Année	Capital
1er novembre 1964.....	\$11,000
1er novembre 1965.....	11,000
1er novembre 1966.....	12,000
1er novembre 1967.....	12,000
1er novembre 1968.....	13,000
1er novembre 1969.....	13,000
1er novembre 1970.....	14,000
1er novembre 1971.....	14,000
1er novembre 1972.....	14,500
1er novembre 1973.....	15,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue lundi, le 23 septembre 1963, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (Comté de Rivière-du-Loup), ce 3 septembre 1963.

Le Trésorier,

HENRI PETTIGREW.

Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine,

Adresse postale: C.P. 37,

Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.

Téléphone: UN-2-6303. 3990-o

semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 288 — renewal loan.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — \$129,500 — 10 years

Year	Capital
November 1, 1964.....	\$11,000
November 1, 1965.....	11,000
November 1, 1966.....	12,000
November 1, 1967.....	12,000
November 1, 1968.....	13,000
November 1, 1969.....	13,000
November 1, 1970.....	14,000
November 1, 1971.....	14,000
November 1, 1972.....	14,500
November 1, 1973.....	15,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the municipal council to be held on Monday, September 23, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 181 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

The municipal council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), September 3, 1963.

HENRI PETTIGREW,

Treasurer.

City Hall, 181 Lafontaine St.,

Postal address: P.O.B. 37,

Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup), P.Q.

Telephone: UN-2-6303. 3990

Vente — Loi de faillite

Omer Dionne

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, division No 12, No F-564, Cour Supérieure (en matière de faillite), dans l'affaire de faillite de: Omer Dionne, journalier, de Taschereau, ayant déjà opéré un commerce à Ste-Rose de Poularies, P.Q., failli, vs Jacques Angers, c.a., syndic de Rouyn, aux biens de Omer Dionne, et als, requérant.

« Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot vingt-huit A (28A) rang sept (7) du canton de Poularies, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, cet emplacement mesurant soixante-quinze pieds de largeur (75') sur le chemin de front des rangs six et sept; sur deux cent dix pieds de profondeur (210') borné au nord par le résidu dudit lot; au sud par

Sale — Bankruptcy Act

Omer Dionne

Canada, Province of Quebec, district of Abitibi, division No. 12, No. F-564, Superior Court (in the matter of bankruptcy), in the matter of the bankruptcy of: Omer Dionne, laborer, of Taschereau, having previously operated a business at Ste-Rose de Poularies, P.Q., bankrupt, vs Jacques Angers, c.a., trustee of Rouyn, of the property of Omer Dionne, et als, petitioner.

«An emplacement known and designated as forming part of lot twenty-eight A (28A) range seven (7) of the township of Poularies, as described in the official cadaster for the said township, this emplacement measuring seventy-five feet in width (75') on the front road of ranges six and seven; along two hundred and ten feet in depth (210') bounded on the north by the residue

le chemin de front, susdit, à l'ouest par le terrain de la Fabrique, et à l'est par le terrain appartenant à la Coopérative Agricole de Ste-Rose de Poularies; le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Le produit de telle vente fera partie de l'actif de la faillite après que déduction aura été faite des frais occasionnés sur la requête, soit \$171.75 et par la présente vente.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Rose de Poularies, SAMEDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1963 à ONZE heures de l'avant-midi.

Rouyn, le 26 août 1963.

Le Syndic,

3982-2-o

JACQUES ANGERS, C.A.

of the said lot; on the south, by the front road, above said, on the west, by the land of the Fabric, and on the east, by the lot belonging to the Coopérative Agricole de Ste-Rose de Poularies; the whole with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies."

The product of such a sale shall form part of the assets of the bankruptcy after deduction has been made of the costs of the petition, that is \$171.75 and by the present sale.

To be sold at the door of the Ste-Rose de Poularies church, SATURDAY, on the TWELFTH day of OCTOBER, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Rouyn, August 26, 1963.

JACQUES ANGERS, C.A.,

3982-2

Trustee.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17,669. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, vs CLAUDE et GÉRARD CORDEAU, défendeurs.

« Une terre située dans le sixième rang, du canton de Durham, formée des lots portant les numéros quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante, et quatre cent soixante-trois (454, 459, 460 et 463) du cadastre du canton de Durham, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, moins cependant et à distraire dudit lot numéro 459 l'emplacement de la fromagerie ».

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de l'Avenir, comté de Drummond, MARDI le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, le 28 août 1963. *Le Shérif,* LÉO FAUCHER. 3949-36-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17,920 { ALBERT TELLIER, employé d'usine, des cité et district de Trois-Rivières, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de Laura Tellier, en son vivant de Drummondville, DOLORIA PROVENCER, fille majeure, ménagère de Drummondville, les demandeurs, ROGER LABELLE, de St-Cyrille de Wendover, défendeur.

« Un terrain mesurant soixante-deux pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wendover, comté de Drummond, comme étant une partie du lot numéro vingt-quatre (Ptie 24), avec toutes les bâtisses y érigées; borné en front au sud-est par la route nationale, en profondeur au nord-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17,669. { QUEBEC FARM CRE-DIT BUREAU, plaintiff petitioner, vs CLAUDE and GÉRARD CORDEAU, defendants.

"A farm situated in the sixth range of the township of Durham, formed of lots bearing numbers four hundred and fifty-four, four hundred and fifty-nine, four hundred and sixty and four hundred and sixty-three (454, 459, 460 and 463) in the cadaster of the township of Durham, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, less however, and to withdraw from the said lot number 459 the emplace-ment of the cheese-factory".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of L'Avenir, county of Drummond, TUESDAY, the EIGHTH day of OCTOBER, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, August 28, 1963. *LOÉ FAUCHER, Sheriff.* 3949-36-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17,920. { ALBERT TELLIER, factory employee, of the city and district of Trois-Rivières, in his quality of testamentary executor for the estate of Laura Tellier, in his lifetime of Drummondville, DOLORIA PROVENCER, fille majeure, housekeeper of Drummondville, plaintiffs, ROGER LABELLE, of St-Cyrille de Wendover, defendant.

"A lot of land measuring sixty-two feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, known and designated on the official plan and in the book of reference in the cadaster of the township of Wendover, county of Drummond, as being a part of lot number twenty-four (Pt. 24), with all the buildings thereon erected; bounded in front on the southeast by the national

ouest par Maurice Chapdelaine ou représentants, d'un côté au nord-est par Oscar Thiffault ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest par la clôture; le terrain entre le fossé et la clôture du côté sud-ouest est la propriété de Roger Labelle ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, SAMEDI le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1963 à UNE heure, p.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Léo FAUCHER.
Le 28 août 1963. 3951-36-2-o

highway, in depth in the northwest by Maurice Chapdelaine or representatives, on one side on the northeast by Oscar Thiffault or representative, and on the other side on the southwest by the fence; the lot of land between the ditch and the fence on the southwest is the property of Roger Labelle".

To be sold at the parochial church door of St-Cyrille de Wendover, county of Drummond, SATURDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1963, at ONE o'clock p.m.

Sheriff's Office, Léo FAUCHER,
August 28, 1963. Sheriff.
3951-36-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { J. R. THÉBERGE LIM.
No 13,527. { J. TÉE, corporation léga-

lement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Chicoutimi, demanderesse vs LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE CHICOUTIMI, corporation légalement constituée ayant son siège social en les cité et district de Chicoutimi, défenderesse et OMER LAPOINTE et LÉONIDAS GAGNON, tous deux notaires des cité et district de Chicoutimi, en leur qualité de registrateurs conjoints de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, mis-en-cause et J. ODILON CREVIER, industriel, et JOHN MURDOCK, entrepreneur et industriel, tous deux des cité et district de Chicoutimi, intervenants-saissants.

« Un terrain étant formé de la totalité du lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro soixante-quatorze-a-deux-vingt-huit (No 74-a-2-28) de la dernière subdivision du lot numéro soixante-quatorze-A-deux (74-A-2) du rang un sud-ouest du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, cadastre susdit, avec bâtisses et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice, cité de Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 13 août 1963. 3817-33-2-o

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 33,725. { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur vs RAYMOND PILOTE, cultivateur de St-Ambroise, comté de Chicoutimi, défendeur.

« Une ferme étant et comprenant tous ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bourget, sous les numéros trente-cinq et trente-six (35 et 36), dans le rang huit (8) dudit canton, le tout avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

« Sujet toutefois, ledit lot numéro trente-cinq (35), à un acte constitutif de servitudes consenti par M. Fernand Tremblay, en faveur de la compagnie Électrique du Saguenay, enregistré

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Superior Court, { J. R. THÉBERGE LIM.
No. 13,527. { J. TÉE, a corporation le-

gally incorporated, having its head office in the city and district of Chicoutimi, plaintiff, vs LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE CHICOUTIMI, a corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Chicoutimi, defendant, and OMER LAPOINTE and LÉONIDAS GAGNON, both notaries of the city and district of Chicoutimi, in their quality of joint registrars of the registration division of the county of Chicoutimi, mis-en-cause, and J. ODILON CREVIER, industrialist, and JOHN MURDOCK, contractor and industrialist, both of the city and district of Chicoutimi, seizing creditors.

« A piece of land being formed by the complete lot known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi under number seventy-four-a-two-twenty-eight (No. 74-a-2-28) of the last subdivision of lot number seventy-four-A-two (74-A-2) of range one southwest of Sydenham road, township of Chicoutimi, above-mentioned cadastre, with buildings and dependencies. »

To be sold at the sheriff's office, court house, city of Chicoutimi, the NINETEENTH day of the month of SEPTEMBER, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, August 13, 1963. Sheriff.
3817-33-2

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 33,725. { CREDIT BUREAU,

body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs RAYMOND PILOTE, farmer, of St-Ambroise, county of Chicoutimi, defendant.

« A farm being and including all the lots of land known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Bourget, under numbers thirty-five and thirty-six (35 and 36), on range eight (8) in the said township, the whole together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

« Said lot number thirty-five (35) is subject, however, to a constitutive deed of servitudes consented to by Mr. Fernand Tremblay, in favour of Saguenay Electric Company, regis-

au bureau de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, le 2 octobre 1949, sous le numéro 94,184, et ledit lot numéro trente-six (36) à un autre acte constitutif de servitudes consenti par l'emprunteur en faveur de ladite compagnie Électrique du Saguenay, enregistré à Chicoutimi, le 2 octobre 1949, sous le numéro 96,183. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, le VINGTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le huit août 1963. 3818-33-2-0

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { **ANDRÉ CHAMPAGNE**,
No 4584. { garagiste, d'East Templeton, district de Hull, demandeur, *vs* **TRADERS FINANCE CORP., Ltd.**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Toronto, province d'Ontario, défenderesse, et ladite **TRADERS FINANCE CORP., LTD.**, demanderesse reconventionnelle, et ledit **ANDRÉ CHAMPAGNE**, défendeur reconventionnel, et **FERNAND B. MAJOR** et **CHARLES B. MAJOR**, avocats des cité et district de Hull, y faisant affaires ensemble comme tels, sous les nom et raison sociale de « Major & Major, » procureurs distrayants.

« Partie du lot de terre numéro onze (i) (Pt. 11-I), au cadastre pour le Rang numéro un du canton de Templeton, division d'enregistrement de Hull, P.Q., contenant 150 pieds de largeur sur l'ancienne route Hull-Montréal, ou rue Notre-Dame, sur une profondeur de 100 pids, mesure anglaise, tenant au Nord à ladite route ou rue, à l'Est, au Sud et à l'Ouest, au résidu du même lot, la limite Ouest de cet emplacement étant situé à 100 pieds à l'Ouest de la limite Est de la propriété acquise par William Toll et ux., de Charles A. Green ou représentants, le tout tel que plus au long décrit dans un acte enregistré audit bureau d'enregistrement, sous le No. 98929; compris tous les bâtiments y élevés, circonstances et dépendances (251-258 rue Notre-Dame, Templeton Est, Québec). »

Pour être vendue à la porte de l'église Ste. Rose de Lima, à Templeton, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, 1963, à TROIS heures, de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
le 30 août, 1963. 3981-36-2-0

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, { **LA COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL**, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, demanderesse *vs* **ROOSEVELT VALLÉE**, ci-devant de la cité de Thetford-Mines, maintenant de St-Benoit Labre, défendeur.

tered in the office of the registry division of the county of Chicoutimi, on October 2, 1949, under number 94,184, and the said lot number thirty-six (36) to another constitutive deed of servitudes consented to by the borrower in favour of the said Saguenay Electric Company, registered in Chicoutimi, on October 2, 1949, under number 96,183. »

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Ambroise, on the TWENTIETH day of the month of SEPTEMBER, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, August eight, 1963. 3818 33-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { **ANDRÉ CHAMPAGNE**,
No. 4584. { garageman, of East Templeton, district of Hull, plaintiff, *vs* **TRADERS FINANCE CORP., LTD.**, a body politic and corporate, having its head office in the city of Toronto, Province Ontario, defendant, and the said **TRADERS FINANCE CORP., LTD.**, counter-claim plaintiff, and the said **ANDRÉ CHAMPAGNE**, counter-claim defendant, and **FERNAND B. MAJOR** and **CHARLES B. MAJOR**, advocates of the city and district of Hull, carrying on business together as such, under the name and style of "Major & Major," Seizing Attorney.

"Part of lot of land number eleven (i) (Pt.11-I), on the cadaster for range number one of the township of Templeton, registration division of Hull, P.Q., containing 150 feet in width on the old Hull-Montreal road, or Notre-Dame Street, along a depth of 100 feet, English measure, touching on the north the said road or street, on the east, south and on the west, by the residue of the same lot, the west limit of this emplacement being situated at 100 feet to the west of the east limit of the property purchased by William Toll et ux., from Charles A. Green or representatives, the whole as described at greater length in a registered deed at the said Registry Office under No. 98929; including all the buildings therein erected, circumstances and dependencies, (251-258 Notre-Dame St., Templeton, East, Quebec)".

To be sold at the church door of Ste-Rose de Lima, at Templeton, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
August 30, 1963. 3981-36-2

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, { **LA COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL**, body legally incorporated, having its head office in the city of Montreal, plaintiff, *vs* **ROOSEVELT VALLÉE**, formerly of the city of Thetford Mines, now of St-Benoit Labre, defendant.

« Un emplacement situé au numéro 892 de la rue Sylvain en la cité de Thetford-Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-sept de la subdivision du lot numéro cinq cent cinquante sept (No 557-147) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande dans le comté de Mégantic, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droit de mines pour appartenir à qui de droit, et sujet aux conditions et restrictions mentionnées, dans l'acte de vente par Georges Boulanger à Gérard Hamel, exécuté devant Me Marcel Dallaire, notaire, le onze novembre mil neuf cent cinquante-sept et enregistré au bureau d'enregistrement de Thetford, à Thetford-Mines, le trente novembre mil neuf-cent cinquante-sept, sous le numéro 31846 ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Maurice, en la cité de Thetford-Mines, district de Mégantic, MARDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Thetford-Mines, P.Q.
le 29 août 1963.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.
3979-36-2-0

« An emplacement situated at number 892 Sylvain St. in the city of Thetford-Mines, known and designated as being lot number one hundred and forty-seven of the subdivision of lot number five hundred and fifty-seven (No. 557-147) in the official cadaster for the township of Irlande in the county of Mégantic, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, under mining reservations and mining rights to belong to whom it may concern, and subject to the conditions and restrictions mentioned in the Deed of sale by Georges Boulanger to Gérard Hamel, drawn up before Me Marcel Dallaire, notary, on the eleventh day of November, one thousand nine hundred and fifty-seven and registered in the registry office in Thetford, in Thetford-Mines, on the thirtieth day of November one thousand nine hundred and fifty-seven, under number 31846." »

To be sold at the parochial church door of St-Maurice, in the city of Thetford-Mines, district of Mégantic, on TUESDAY, the FIFTIETH day of OCTOBER, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Thetford-Mines, P.Q.,
August 29, 1963.

DENIS GUENETTE,
Sheriff.
3979-36-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { SOCIÉTÉ CENTRALE
No 116,889. { D'HYPOTHÈQUE, cor-
poration légalement consti-
tuée ayant son principal bureau d'affaires à Otta-
wa, district d'Ontario et une succursale à Québec,
district de Québec, contre JEAN LAMBERT,
résidant et domicilié à 172 du Limousin, Ste-Foy,
district de Québec.

« La subdivision soixante-douze du lot originaire numéro quarante-six (46-72) du cadastre de Ste-Foy, comté de Québec, avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 13 août 1963. 3820-33-2-0
[Première insertion: 17 août 1963]
[Deuxième insertion: 7 septembre 1963]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris District de Richelieu

Cour Supérieure, { EDGARD TRINQUE, cul-
No 16-591. { tivateur, domicilié à St-
Guillaume, comté d'Yamaska,
demandeur, vs PHILIAS MÉNARD, résidant à
St. Marcel, comté d'Yamaska, défendeur.

« Les lots portant les Nos 87-88-89 du cadastre du comté de Richelieu pour la paroisse de St-Marcel, le tout se trouvant en la possession de Mr. Philias Ménard, défendeur aux présentes. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
Sorel, le 30 août 1963. 3978-36-2-0

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { CENTRAL MORTGAGE
No. 116,889. { CORPORATION, body
legally incorporated, having
its head office in Ottawa, district of Ontario, and
a branch office in Quebec, district of Quebec,
versus JEAN LAMBERT, residing and domici-
ciled at 172 du Limousin, Ste-Foy, district of
Quebec.

"Subdivision seventy-two of original lot number forty-six (46-72) in the cadaster of Ste-Foy, county of Quebec, with the building thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the Church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, August 13, 1963. 3820-33-2
[First insertions: August 17, 1963]
[Second insertions: September 7, 1963]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris District de Richelieu

Superior Court, { EDGARD TRINQUE, far-
No. 16-591. { mer, domicilié à St-
Guillaume, county of Ya-
maska, plaintiff, vs PHILIAS MÉNARD, residing at St. Marcel, county of Yamaska, defendant.

Lots bearing Nos. 87-88-89 in the cadaster of the county of Richelieu for the parish of St. Marcel, the whole being found in the possession of Mr. Philias Ménard, defendant in these presents."

To be sold at the church door of St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, August 30, 1963. 3978-36-2

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 24-842. { **RAYMOND BROUIL-
LARD**, garagiste, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, et faisant affaire sous les noms et raison sociale de Garage Raymond Brouillard, demandeur, *vs* **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu.

District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 24-885. { **ST. HYACINTHE AUTO
PARTS LTD.**, corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaire dans les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à 11 heures le quatrième jour de mars 1963, à St-Marcel, comté d'Yamaska, aura lieu à ONZE heures a.m. le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1963, à St-Marcel, comté d'Yamaska.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

3980-36-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No. 4142. { **L'OFFICE DU CRÉDIT
AGRICOLE DU QUÉ-
BEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur requérant, *vs* **PATRICK LEHOUX**, cultivateur, domicilié à Weedon, comté de Wolfe, district de Saint-François, défendeur intimé.

« Une terre située à Weedon, composée:

« 1° du lot numéro onze-t (11-t) du rang cinq, au cadastre officiel du canton de Weedon, contenant quatre-vingt-un acres en superficie, plus ou moins;

« 2° d'une partie du lot numéro un (Ptie 1), du cadastre officiel du village de Weedon-centre, tenant en front à la route Nationale numéro 1, en arrière au terrain du chemin de fer Québec Central, sur toute la largeur dudit lot un, borné au nord-est par le lot deux et au sud-ouest par le canton de Weedon;

« 3° d'un terrain faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (Ptie 159), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Weedon-centre, de la contenance de vingt arpents de terrain en superficie, plus ou moins, borné d'un côté au sud-ouest par Pierre Patry, ou représentants, au nord-est, partie par Raoul Patry ou représentants, et partie par Arthur Leroux, ou représentants, et de l'autre côté au sud-est à la route Nationale numéro 1, au nord-ouest par Joseph Cliche ou représentants; à distraire dudit terrain la partie vendue à Arthur Leroux, suivant acte passé devant le notaire J.A. Poitras, le 7 juin 1957, enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 62,661, et à distraire également un emplacement de cent cinquante pieds de front par cent cinquante pieds de profondeur, tel que

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 24-842. { **RAYMOND BROUIL-
LARD**, garageman, domiciled and residing at St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, and carrying on business under the name and style of Garage Raymond Brouillard, plaintiff, *vs* **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, domiciled and residing at St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu.

District of St. Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 24-885. { **ST. HYACINTHE AU-
TO PARTS LTD.**, body politic legally incorporated, having its main place of business in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, domiciled and residing at St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

Notice is hereby given that the sale of immovables seized in the present cause, which was to have taken place at eleven o'clock on the fourth day of March, 1963, at St. Marcel, county of Yamaska, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER 1963, St-Marcel, county of Yamaska.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

3980 36-2

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint Francis

Superior Court, No. 4142. { **THE QUEBEC FARM
CRÉDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* **PATRICK LEHOUX**, farmer, domiciled at Weedon, county of Wolfe, district of Saint Francis, defendant respondent.

"A farm situated at Weedon, composed:

"1. of lot number eleven-t (11-t) on range five, in the official cadaster of the township of Weedon, having an area of eighty-one acres, more or less;

"2. of a part of lot number one (P. 1) in the official cadaster of the village of Weedon-centre, bordering in front on the National Highway number 1, in the rear on the land belonging to the Quebec Central Railway, by the entire width of said lot one, bounded on the north-east by lot two and on the southwest by the township of Weedon;

"3. of a lot of land forming part of lot number one hundred and fifty-nine (P. 159) on the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Weedon-centre, having an area of twenty arpents of land, more or less, bounded on one side, on the southwest, by the land of Pierre Patry or representatives, on the northeast, partly by the land belonging to Raoul Patry or representatives, and partly by that belonging to Arthur Leroux or representatives, and on the other side, on the southeast by National Highway number 1, on the northwest by Joseph Cliche or representatives; to be withdrawn from the said lot of land is the part sold to Arthur Leroux, according to a deed drawn up before J.A. Poitras, notary, on June 7, 1957, registered in the Registry Office in Wolfe, under number 62,661 and also to be withdrawn is an emplace-

décrit dans un acte de vente reçu devant M^{re} Pierre Beaudoin, notaire, le quatre octobre 1960, enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 67,066;

« Le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, et sujet à la servitude en faveur de la Shawinigan Water & Power Company, sur le lot onze-t ci-dessus décrit, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 62,931.

« Sauf à distraire: une lisière de terrain, de figure irrégulière, montrée par les lettres « A-B-C-D-A », sur un plan préparé par le Ministre de la Voirie, en date du 19 septembre 1962, située au sud-est de la route actuelle, à prendre du lot 11-t du rang 5, du cadastre officiel du canton Weedon, comté de Wolfe.

« Bornée au sud-ouest par le lot 11-A (Féli-cien Mercier), au nord-ouest par la route actuelle, au nord-est par le lot 12-A, au sud-est par le lot 11-t (Patrick Lehoux), contenant en superficie 31,383 pieds carrés ».

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Janvier, Weedon, le NEU-VIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 28 août 1963. 3952-36-2-o
[Première insertion, le 7 septembre 1963]

ment measuring one hundred and fifty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, as described in a deed of sale received before Me Pierre Beaudoin, notary, on October fourth, 1960, registered in the Registry Office in Wolfe, under number 67,066;

"The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and subject to a servitude in favour of the Shawinigan Water & Power Company, on lot eleven-t described above, according to a deed registered in the Registry Office in Wolfe, under number 62,931.

"Save to be withdrawn: a strip of land, irregular in shape, shown by the letters "A-B-C-D-A" on a plan prepared by the Minister of Roads, dated September 19, 1962, situated to the south-east of the present highway, to be taken from lot 11-t on range 5, in the official cadaster of the of Weedon, county of Wolfe.

"Bounded on the southwest by lot 11-A (Féli-cien Mercier), on the northwest by the present highway, on the northeast by lot 12-A, on the southeast by lot 11-t (Patrick Lehoux), having an area of 31,383 square feet."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Janvier, Weedon, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Sherbrooke, August 28, 1963. 3952-36-2
[First insertion: September 7, 1963]

INDEX No 36

ASSOCIATION Coopérative

Magasin Co-Op de Rouyn-Noranda (Form.)..... 4242

BILLS

BILLS

Sanctionnés..... 4242
Sanctioned..... 4242

CAISSE

SAVING

d'épargne et de crédit and credit union

Caisse d'Économie Tobex (La), (Nom
changé)..... 4243
Tobex Credit Union (Name changed).... 4243

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs Notices relative
à la loi des to the Act of

Autorisées Licensed
à faire des affaires to do Business

Alfax Paper & Engineering Company,
Inc..... 4243
Cooper-Widman Quebec Limited..... 4243

Chartes —

Charters —

Abandon de Surrender of

Orley Realities Inc..... 4243
Pinay Investment Inc..... 4244
Placements Pinay Inc..... 4244
Snowshoe Gold Mines, Limited..... 4244

Dissoutes

Dissolved

Agences A F L Ltée (Lcs)..... 4244
Antenne Commune de Télévision Ltée... 4244
Association Athlétique et Culturelle
de St-Lambert (L')..... 4245
Bec Investments Ltd..... 4245
Club Automobile Uni (Québec) Inc..... 4245
Hill Top Construction Co. Ltd..... 4245
Hôpital de l'Enfant-Jésus (L')..... 4246

COOPERATIVE Association

Nec Plus Ultra Bio Sales Inc..... 4246
Nec Plus Ultra Bio Ventes Inc..... 4246
Pam Ltd..... 4246
Savane Building Ltd..... 4247
Shop & Save (Boucherville) Ltd..... 4247
Shop & Save (Riverside) Ltd..... 4247
Steinberg Bros. Inc..... 4247
United Automobile Club (Quebec) Inc.. 4245

Divers

Miscellaneous

Carbide Employees' Recreation Associa-
tion Inc. (Règl. - By-laws)..... 4250
Carbide Employees' Recreation Associa-
tion Inc. (Dir.)..... 4250
Corporation Foncière de Montréal (La),
(Règl. - By-laws)..... 4250
Côte des Neiges Refreshment Service
Limited (Dir.)..... 4248
Denault, Antonio, Ltée (Dir.)..... 4249
Domremy Maison d'Entraide Incorpore-
rée (Règl. - By-laws)..... 4249
Excavations de la Rive Sud Ltée (Les)
(Dir.)..... 4249
Gymnastic Associates Ltd. (Dir.)..... 4248
McGill University Museums Auxiliary
(Règl. - By-laws)..... 4250
Permacon Inc. (Dir.)..... 4249
Retailers Commercial Agency, Inc.
(Agent)..... 4248

Lettres patentes

Letters Patent

Adorable Junior Garments Inc..... 4214
Ahuntsic Tile-Ceramics, Limited..... 4215
Artistica Inc..... 4215
Association of Jews from Monasterzyska
and District..... 4215
Automatic Mailing & Printing Inc.... 4216

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)		
Avon Furniture & Natural Gas Inc....	4216	Trident Redaction Ltd.....	4238
Aylwin Electronics Ltd.....	4217	Two Cultures Restaurant Ltd. (The) ..	4239
B.C.A. Distribution Ltd.....	4217	Tylene Investments Ltd.....	4239
Barrière Development Inc. (La).....	4217	Vaillancourt (J.) Corporation Ltd.....	4239
Boulevard Surgical Clinic Inc.....	4218	Valberry Holdings Limited.....	4240
Brodeur (Laurent) Inc.....	4218	Vallée Bleue Ski Centre Inc.....	4240
Canadian Bookclub Centre Ltd.....	4218	Value Products Mfg. Co. Ltd.....	4240
Carriole Gift Shop Inc. (La).....	4219	Variety Import and Export Ltd.....	4241
Child's Café Inc.....	4219	Vicky's Inc.....	4241
Classified Investments Ltd.....	4220	West Island Construction Co. Ltd.....	4242
Clement Machinery Inc.....	4220		
Clinique Chirurgicale du Boulevard Inc.....	4218	Sièges sociaux	Head offices
Compagnie Atlas-Helio (Québec) Ltée (La).....	4220	Association des Marchands de la Place Fleur de Lys Inc.....	4251
Compagnie de Sel Laurentien Ltée....	4227	Crédit Foncier Franco-Canadien.....	4252
Contuk Agencies Limited.....	4221	Cuillier (Maurice) Inc.....	4252
Créations d'Arts Kovac Ltée (Les)....	4226	Excavations de la Rive Sud Ltée (Les) ..	4251
Diversified Investment Services Ltd....	4221	Express Services Inc.....	4251
Edco Petroleum Ltd.....	4221	Immeubles St-Dunstan Inc. (Les).....	4252
Encan d'Auto Québec Ltée.....	4231	Lido Sweets Restaurant Ltd.....	4251
Entreprises Médiales Ltée (Les).....	4222	Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited.....	4252
Explorations de Cuivre Lemieux Ltée (Les).....	4222	Prêts Hypothécaires Mallard Inc. (Les)	4253
Filtration d'Eau Métropolitaine Inc....	4228	St. Dunstan Realities Inc.....	4252
Goldar Belt Co. Ltd.....	4223	Télé-Soirée Inc.....	4253
Go-Kart City Inc.....	4223	Urban Garages Limited.....	4252
Granite Mortgage Corp.....	4223		
Hôpital Chinois de Montréal (1963) Inc. (L').....	4228	DEMANDES	APPLICATIONS
Industrial Wood & Metal Co.....	4224	à la Législature	to Legislature
Janisse (L) Inc.....	4224	Club de Golf Larrimac Inc. (Le).....	4254
Joydeb Holdings Ltd.....	4225	Frères du Sacré-Coeur-Granby (Les) ..	4253
Karass Corporation (The).....	4225	Juister, Martin Frederick.....	4253
Karass Properties Ltd.....	4225	Larrimac Golf Club Inc. (The).....	4254
Keystone Estates Corp.....	4226		
Kovac Art Creations Ltd.....	4226	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
L & L Corporation.....	4227	Affaires municipales	Municipal Affairs
Laurentian Salt Company Ltd.....	4227	St-Georges, ville-town (Annex.).....	4265
Leather World Inc.....	4227		
Lemieux Copper Explorations Ltd.....	4222	Finances	Finance
McQuaide's-Hygrade Ltd.....	4228	Assurances:	Insurance:
Medial Enterprises Ltd.....	4222	Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sacré-Cœur- de-Jésus, Comté de Saguenay.....	4254
Metropolitan Water Filtration Inc.....	4228	Compagnie d'Assurance de Québec contre les Accidents du Feu (Nom changé)	4254
Montreal Chinese Hospital (1963) (The)	4228	Quebec Fire Assurance Company (Name changed).....	4254
Mountain Burger Corp.....	4229		
Or-Plast Limited.....	4229	Instruction publique	Education
Paradis St-Léonard Ltée.....	4230	Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
Park Construction Ltd.....	4230	Arntfield (Dem. - Appl.).....	4257
Persons Construction Ltd.....	4230	Buckingham (Acc. - Grant.).....	4255
Pétroles Edco Ltée (Les).....	4221	Cartier, Canton-Township (Dem. - Ap- pl.).....	4257
Poirier's Ltd.....	4231	Drummondville Diss., Richmond Prot. et al (Dem.-Appl.).....	4255
Quatro Investments Inc.....	4231	Laurenval (Acc.-Grant.).....	4256
Quebec Auto Auction Ltd.....	4231	Montréal « Prot. », cité-city (Acc. - Grant.).....	4256
Quimat Holdings Inc.....	4232	Notre-Dame-de-Stanbridge (Acc. - Grant.).....	4256
Radio CHYM-1510 Limited.....	4232	Paspébiac « Prot. » et-and Cox « Diss. » (Dem. - Appl.).....	4257
Rédaction Trident Ltée.....	4238	Rimouski, ville-town (Acc. - Grant.)...	4256
Restaurant Les Deux Cultures Ltée....	4239	Sacré-Cœur-de-Marie (Acc. - Grant.)...	4256
Retaprop Corporation.....	4232	Wotton (Acc. - Grant.).....	4257
Riveredge Village Inc.....	4233		
Riviera Corporation.....	4233	Terres et Forêts	Lands and Forests
Roma Furniture Inc.....	4234	Cadastre:	Cadastre:
Romid Enterprises Ltd.....	4234	Côte des Neiges, village inc.....	4257
Rossy (Michael) Ltd.....	4234		
Rozek (Joe) Insurance Agency Inc.....	4235		
Sabra Trading Inc.....	4235		
St. Louis Garage Ltd.....	4235		
Schonbek International Ltd.....	4236		
Seko Construction Ltd.....	4236		
Selwin Canadian Co. Ltd.....	4236		
Services de Placements Diversifiés Ltée	4221		
Silhouette Health Studios (No. 5) Ltd..	4237		
Somcco Inc.....	4237		
Sunday Herald Publishing Co.....	4238		
Terrasse Salaberry Inc.....	4238		

Travail	Labour	SHÉRIFS	SHERIFFS
Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:	Arthabaska	Arthabaska
Ascenseur, (Mod.).....	4260	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Cordeau et al.....	4276
Boite de Carton, Québec (Prél.).....	4264	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Cordeau et al.....	4276
Building Materials (Amend.).....	4258	Tellier vs Labelle.....	4276
Building, Sorel, (Levy).....	4261		
Construction, Sorel, (Prél.).....	4261		
Construction, Montréal (Mod. - Amend.).....	4260	Chicoutimi	Chicoutimi
Construction, Terrebonne et Labelle, (Mod. - Amend.).....	4259	J. R. Thérberge Ltée vs La Société d'agri- culture du comté de Chicoutimi.....	4277
Elevator, (Amend.).....	4260	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Pilote.....	4277
Employés de garage, Joliette (Mod.)...	4259	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Pilote.....	4277
Furniture, Québec (Levy).....	4262		
Garage Employees, Joliette (Amend.)...	4259	Hull	Hull
Matériaux de construction (Mod.).....	4258	Champagne vs Traders Finance et al....	4278
Meubles, Québec (Prél.).....	4262		
Paper Box, Québec (Levy).....	4264		
		Mégantic	Mégantic
PROCLAMATION	PROCLAMATION	Compagnie d'Assurance Vie de Mont- réal (La) vs Vallée.....	4278
Concernant l'érection de la paroisse des Saints - Sept - Frères - des - Grosses - Roches.....	4267	Québec	Quebec
Concerning the erection of the parish of Saints-Sept-Frères-des-Grosses-Ro- ches.....	4267	Central Montgane Corporation vs Lam- bert.....	4279
		Société Centrale d'Hypothèque vs Lam- bert.....	4279
SOUMISSIONS	TENDERS		
Bonaventure, munic.....	4270	Richelieu	Richelieu
Brossard, ville-town.....	4269	Brouillard vs Gagné.....	4280
Duvernay, cité-city.....	4272	Trinque vs Ménard.....	4279
Rivière-du-Loup, cité-city.....	4274	St. Hyacinthe Auto Parts Ltd vs Gagné.	4280
St-Charles-de-Lachenaie, munic. par....	4273		
Ste-Madeleine d'Outremont, c.s.-s.c....	4271	Saint-François	Saint Francis
VENTES	SALES	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Lehoux.....	4280
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Lehoux.....	4280
Dionne, Omer.....	4275		

